VILLE DE LACHINE
RAPPORT ANNUEL
1983

FAITS SAILLANTS [illegible]

Provenance (revenus)

Taxes foncières municipales (incl. C.U.M.)	0,57
En-lieu de taxes	0,07
Taxe d'eau	0,05
Taxe d'affaires	0,18
Autres revenus	0,13
Total	1.00

Emplois (dépenses)

Administration générale	0,15
Protection contre l'incendie	0,06
Travaux publics	0,07
Hygiène du milieu	0,07
Loisirs et culture	0,07
Service de la dette	0,19
Contribution à la C.U.M.	0,25
Autres dépenses	0,13
Urbanisme	0,01
Total	1.00

Dette directe

1979 (6,03 %)	32 477 723
	538 938 450
1980 (7,03 %)	41 887 622
	595 753 650
1981 (6,57 %)	43 056 695
	655 516 050
1982 (6,44 %)	45 010 250
	699 156 300
1983 (6,03 %)	46 345 290
	768 863 800

Évaluation directe
Dette directe

Service de la dette

1979 (13,75 %)	3 851 562
	28 009 096
1980 (13,15 %)	4 081 816
	31 046 783
1981 (16,83 %)	5 820 737
	34 581 156
1982 (17,04 %)	6 246 025
	36 650 062
1983 (19,10 %)	7 322 455
	38 347 092

Revenus totaux
Service de la dette

MOT DU MAIRE

Chères concitoyennes,
Chers concitoyens,

De nouveau, la Ville de Lachine a terminé son exercice financier, celui de 1983, avec un surplus budgétaire, au montant de 246 655 $. C'est avec plaisir que je vous soumets le Rapport annuel de la municipalité pour l'année 1983. Comme vous pouvez le constater, les états financiers indiquent des revenus de 38 347 092 $ contre des dépenses de 38 100 437 $.

Le budget de l'exercice prévoyait des revenus de 37 370 502 $, alors qu'en réalité, ils se sont chiffrés à 38 347 092 $, soit un excédent de 976 590 $. La majeure partie des revenus additionnels provient principalement des subventions reçues dans le cadre de divers programmes et projets, en particulier, l'aménagement de la Grande Jetée.

En fin d'exercice, les dépenses totalisaient 38 100 437 $, soit un excédent de 729 935 $ par rapport aux prévisions. Ces dépenses supplémentaires furent occasionnées par les investissements consentis à la réfection de la Grande Jetée.

La dette directe de la municipalité est fixée à 46 345 290 $, représentant un taux de 6,03 pour cent de l'évaluation imposable globale qui est de l'ordre de 768 863 800 $. Or, je tiens à signaler que ce taux de taxation a connu une baisse par rapport à l'année 1982, alors qu'il se situait à 6,43 pour cent, l'un des plus bas parmi les 29 municipalités de la C.U.M. Vous êtes donc à même de constater que la Ville continue d'améliorer son rendement à cet égard.

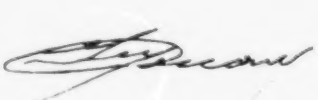
L'un des faits marquants de l'exercice 1983 porte sur l'entente intervenue avec l'un des principaux contribuables corporatifs de la Ville, qui a aidé à augmenter sensiblement notre surplus libre. En effet, grâce à cette entente et compte tenu aussi des autres opérations de l'exercice, le surplus libre passait de 142 590 $ en début d'année à 2 779 500 $ à la fin de l'exercice. De cette somme, 606 994 $ furent appropriés pour l'exercice 1983 et 1 100 000 $ furent versés au budget 1984. Au 31 décembre 1983, le solde du surplus libre s'établissait à 1 072 512 $.

Si la situation économique s'est légèrement améliorée au cours de 1983, il n'en demeure pas moins que les effets de la récession ont continué à se faire sentir, particulièrement en terme de la baisse des niveaux d'emploi et de sa conséquence inévitable : pertes ou diminutions de revenus disponibles. Ces facteurs n'ont pas cessé de préoccuper l'administration municipale qui s'est efforcée de maintenir les taxes à des degrés acceptables. Cette préoccupation fut particulièrement évidente au sein de l'appareil municipal où les efforts de compression des dépenses entrepris depuis quelques années furent accentués. La réforme administrative décrite plus loin dans ces pages en est l'un des résultats les plus probants.

Ces démarches n'ont pas été menées au détriment de la qualité des services municipaux, bien au contraire ! Outre les nombreux services de tous ordres dispensés à la population en général, nous pouvons à juste titre nous féliciter de la qualité des services rendus à nos citoyens corporatifs. Il suffit de songer à l'excellence de nos approvisionnements en eau, en gaz sous pression et en électricité sous haute tension.

En guise de conclusion, au nom de l'administration municipale, je réitère notre appréciation envers tous ceux et celles qui ont collaboré à la réussite de l'exercice écoulé.

Le Maire de Lachine



Guy Descary

CONSEIL MUNICIPAL

Maire
M. Guy Descary

Conseillers

Quartier n° 1
M. Guy Dicaire

Quartier n° 2
M. W. R. McCullock, B.Com., R.I.A.

Quartier n° 3
M. Pierre Noël

Quartier n° 4
M. Jean-Marc Hétu

Quartier n° 5
M. Jean-Marie Bergeron

Quartier n° 6
M. Raymond Golden

Quartier n° 7
M. William W. Allison

Quartier n° 8
Rév. Thomas Miles

Directeurs des services

Administration générale
M^e^ Robert Bourgeois, B.A., LL.L.,
Directeur général

M. Paul Goulet,
Directeur général adjoint,
Services administratifs

M. Paul Rémillard,
Directeur général adjoint,
Opérations

Services administratifs

Service du greffe
M. Alain Cardinal, LL.B., LL.M.,
greffier

Service de l'approvisionnement
M. André C. Gosselin, M. Sc.A.,
directeur

Service de la trésorerie
M. Marcel Paquin,
directeur

Service de l'informatique
M. Denis Samson,
directeur

Opérations

Service du génie
M. Paul Roy, ingénieur,
directeur

Service de la planification
M. Maurice Sauvé,
directeur

Service des travaux publics
M. Jean-Claude Germain,
directeur

Services des incendies
M. Rolland Pelland,
directeur

Service des loisirs
M. Serge Poulin,
directeur

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Parce que l'année 1983 aura été celle de son implantation, il nous est apparu opportun de présenter le nouvel organigramme de la Ville avec les états financiers.

Entreprise depuis quelques années, une réflexion en profondeur sur l'organisation des services de la ville a conduit à des décisions qui ont été prises par le Conseil municipal au début de l'été 1983, divisant les juridictions et répartissant les responsabilités selon une nouvelle structure.

D'abord au niveau de la Direction générale, le concept de soutien a été abandonné au profit d'un de direction. Allégée d'un membre, la Direction générale est maintenant assumée par le Directeur général et par deux directeurs généraux adjoints.

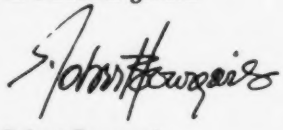
Sous la Direction des services administratifs, le Conseil municipal a ajouté à ceux de la Trésorerie, du Greffe et de l'Approvisionnement, celui de l'Informatique. Ce service développe et gère sur place les opérations qui s'effectuent au moyen de l'équipement acquis par la ville et remplace la formule du service-bureau des dix dernières années. La disponibilité d'informaticiens a permis une conversion complète du logiciel en vue d'une décentralisation des opérations informatiques qui est en voie d'assurer l'accessibilité de cette technique de gestion à tous les services. Le Service de l'approvisionnement a été le grand bénéficiaire du récent développement alors que le Service de la trésorerie avait déjà profité de la conversion. La cohésion atteinte entre les services administratifs permet maintenant d'articuler une stratégie de soutien aux opérations.

La Direction des opérations coordonne les activités des services du Génie, de la Planification, des Travaux publics, des Incendies et des Loisirs. Alors que confondus antérieurement dans une même juridiction, le Génie et la Planification font maintenant l'objet d'entités distinctes. L'administration des usines de production d'eau potable dépend maintenant du Service du génie et constitue le secteur prioritaire d'investissement. Une nouvelle technologie est déjà appliquée à l'une des deux usines et le mandat de ce service est de réaliser toute la production avec ce seul équipement d'ici la fin de l'année 1985.

Le renouvellement presque complet du personnel de direction a coïncidé avec cette révision de la structure administrative. La nomination du directeur général et de la majorité des directeurs de service date de l'exercice ou du précédent, alors que les affectations des directeurs généraux adjoints ne seront réalisées qu'au cours de l'année 1984. Cette phase de sélection a permis de rassembler une équipe d'administrateurs jeunes et spécialisés. Au Service des travaux publics, notamment, l'encadrement a été considérablement accentué grâce à de nombreuses promotions internes.

Les investissements considérables effectués par la Ville de Lachine au niveau des installations techniques, telles que le complexe du Centre technique, les magasins, l'usine de production d'eau potable et l'équipement informatique ont connu leur juste part de publicité. Il est donc à propos d'identifier dans les quelques pages qui suivent les gestionnaires qui administrent les activités qui s'y déroulent. Cette présentation des services municipaux contribue à les rendre plus accessibles à l'ensemble des contribuables.

Le Directeur général



Robert Bourgeois

SERVICES MUNICIPAUX

[redacted]

Conseil

[redacted]

Maire

[redacted]

Directeur général
Robert Bourgeois

[redacted]

DGA Services administratifs
Paul Goulet

[redacted]

DGA Operations
Paul Rémillard

[redacted]

Greffier
A. Cardinal

[redacted]

Greffier adjoint
M. Pringle

[redacted]

Archiviste
N. Mousette

[redacted]

Directeur
S. de l'Informatique
D. Samson

[redacted]

Analyste programmeur
P. Dansereau

[redacted]

Directeur
S. du Génie
P. Roy

[redacted]

Technicien SR
Y. LeGuerrier

[redacted]

Surintendant
Usines filtration
P.E. Beaudin

[redacted]

Chef operateur
A. Pouliot

[redacted]

Directeur
S. de la Planification
M. Sauvé

[redacted]

Architecte paysagiste
F.P. Nadeau

[redacted]

Inspecteur des bâtiments
J. Boulet

[redacted]

Surintendant
Division soutien
J.P. Favreau

[redacted]

Contremaître
Section mécanique
R. Lavigne

[redacted]

Contremaître
Section électricité
J.P. Reeves

[redacted]

Contremaître
Section autres metiers
G. Cyr

[redacted]

Contremaître
Section mecanique stationnaire
P. Hynes

[redacted]

Directeur
S. des Travaux publics
J.-C. Germain

[redacted]

Surintendant
Division entretien

[redacted]

Contremaître
Section immeubles
Y. O'Neil

[redacted]

Contremaître
Section parcs
R. Marchand

[redacted]

Contremaître
Section nettoyage
Voirie
L.G. Bourbeau

[redacted]

Directeur
S. des Incendies
R. Pelland

[redacted]

Chef instructeur
E. Gibeault

[redacted]

Chef instructeur en prévention
J.R. Boucher

[redacted]

Surintendant
Réparations réseaux
Y. Dubreuil

[redacted]

Contremaître
Section réseaux routiers
C. Porraccio

[redacted]

Contremaître
Section hygiénique
A. Diallo

[redacted]

Directeur
S. des Loisirs
S. Poulin

[redacted]

Régisseur
Socio-culturel
T. Picard

[redacted]

Régisseur
Vie sociale
D. Desnoyers

[redacted]

Régisseur
Sports et plein air
J.G. Gagnon

[redacted]

Directeur artistique
R. Savoie

[redacted]

Bibliothecaire
J. Beauchamp

[redacted]

Prepose à la recherche
A. Allard

[redacted]

Museologue
J. Toupin

[redacted]

Directeur
S. de l'approvisionnement
A.C. Gosselin

[redacted]

Acheteur
J.-M. Auclair

[redacted]

Chef magasinier
R. Bériault

[redacted]

Trésorier
M. Paquin

[redacted]

Chef
Division budget
J. Therrien

[redacted]

Chef comptable
M. Therrien

Direction générale

Sous l'autorité du conseil municipal, le directeur général assure la mise en oeuvre des politiques et l'exécution des décisions du conseil. Il dirige et coordonne les activités de tous les services municipaux et siège à la présidence du conseil de gestion.

Dans l'exercice de ses fonctions, il est assisté par deux directeurs généraux adjoints, chacun étant responsable d'un champ d'activité municipale distinct, soit : les opérations et les services administratifs.

Outre les fonctions précitées, le directeur général agit comme officier exécutif de la ville et s'acquitte de tous les devoirs d'un gérant municipal, tels que décrits à l'article 113 de la Loi des Cités et Villes. Il surveille attentivement la perception des taxes et autres revenus de la municipalité. Il assure la communication, la coordination et la collaboration entre le conseil, le maire et l'administration municipale et voit à ce que le conseil soit bien informé des activités courantes de cette dernière. De plus, il assiste le maire dans la préparation de l'ordre du jour des séances du conseil. Il y pilote les recommandations de l'administration et recommande l'adoption de toute mesure jugée essentielle au bon fonctionnement de l'appareil administratif.

Enfin, le directeur général continue d'assumer pour quelque temps encore la responsabilité des relations de travail avec le personnel syndiqué de la municipalité, particulièrement en ce qui a trait à l'administration des conventions collectives des cols blancs et des cols bleus.

Direction générale adjointe, opérations

Sous l'autorité du directeur général, le directeur général adjoint, opérations, assume la responsabilité de diriger, coordonner et contrôler les activités des cinq services opérationnels de la ville, soit : le Génie, la Planification, les Travaux publics, les Incendies et les Loisirs.

En liaison constante avec le directeur général, il recommande les politiques de travail et les méthodes requises pour assurer la bonne marche et la qualité du service des juridictions placées sous sa gouverne. Il est responsable, en outre, du bon fonctionnement des équipements municipaux. Enfin, il doit assurer le développement des services à sa charge et de leur personnel, tout en respectant les limites budgétaires établies.

Service du génie

Une des premières responsabilités du Service du génie consiste à opérer, administrer et réparer les usines de filtration et de contrôler la qualité et la quantité d'eau dans le réseau de distribution.

Le Service du génie est responsable, aussi, de toutes les démarches administratives reliées aux devis généraux de la ville, ainsi qu'aux plans « as built » des édifices civiques.

C'est à ce service qu'il incombe de préparer plans et devis et de contrôler l'exécution, à tous les niveaux, des travaux de construction ou de réparations majeures de la voie publique et de ses équipements : rues, trottoirs, aqueduc, égouts, bornes-fontaines, éclairage, signalisation, feux de circulation, stationnement et alarmes-incendies.

S'ajoutent également à son mandat, les fonctions administratives concernant l'achat d'équipement important, de véhicules et de produits de grande utilisation : confection des devis, surveillance de la livraison, administration des contrats et contrôle de la qualité et des quantités.

Le Service du génie intervient, en outre, dans les phases d'analyse, de critique et de recommandation des paiements que la municipalité doit effectuer dans le cadre de ses champs de juridiction.

Parmi ses autres attributions, mentionnons la négociation, l'établissement des mandats, la direction, la coordination et le contrôle de tous les travaux de génie effectués pour le compte de la ville par les consultants spécialisés, sans oublier les fonctions d'analyse et de recommandation en matière de paiement des honoraires professionnels.

Enfin, le Service du génie maintient des rapports étroits avec tous les services d'utilité publique et fournit une aide technique aux services qui la requièrent.

Service de la planification

L'aménagement du territoire et la préservation et l'amélioration de la qualité du milieu urbain forment l'essentiel du mandat du Service de la planification. Plus spécifiquement, il recommande les politiques, programmes et orientations pertinents à ce mandat.

Il est chargé, aussi, de recommander et d'appliquer la réglementation concernant le zonage, le lotissement, la construction, l'affichage, l'architecture et les nuisances, en s'assurant que ladite réglementation reflète les objectifs du conseil municipal.

Ce service voit à émettre, vérifier et contrôler les permis de construction et d'opération. Il examine les projets présentés par le secteur privé afin qu'ils puissent cadrer avec les objectifs et les orientations du développement de la ville.

Son intervention s'applique, en outre, à prévoir les besoins de la municipalité en matière de services municipaux, toujours selon l'optique du développement harmonieux de la cité et de l'amélioration de la qualité du milieu.

Une autre de ses responsabilités, et non la moindre, consiste à favoriser le développement résidentiel, commercial et industriel de la ville, en formulant des politiques et des mesures conformes aux objectifs de l'administration. Ainsi, par exemple, le Service de la planification administre divers programmes d'incitation à la construction domiciliaire, de restauration de l'habitation et de la rénovation des quartiers.

Le maintien des relations avec l'Office municipal d'habitation à qui il apporte son aide technique, la conception des espaces et places publiques, la recommandation de règlements en matière de circulation et de signalisation, ainsi que la mise à jour du cadastre, viennent compléter le champ de ses responsabilités.

Service des travaux publics

C'est au Service des travaux publics que revient la tâche d'assurer l'entretien et la réparation proprement dits de la voie publique : rues, trottoirs, aqueduc, égouts, bornes-fontaines, éclairage, feux de circulation et autres équipements pertinents. La même responsabilité s'applique à tous les édifices publics, sauf le Poste

d'incendie, de même qu'à tous les espaces verts : parcs, plates-bandes, terre-pleins et plateaux récréatifs.

De plus, les Travaux publics voient à l'entretien des véhicules municipaux et s'occupent des travaux de construction d'équipements civiques en régie, ainsi que des travaux d'urgence à la propriété privée.

Il assure le bon état des biens, meubles et immeubles, compris dans sa juridiction, selon un plan de réparation et/ou de remplacement.

Au besoin, le Service des travaux publics se charge de faire exécuter à contrat tous travaux correspondant à son champ de juridiction.

Service des incendies

Le Service des incendies intervient principalement sur deux plans : d'une part, la prévention et le combat des incendies et, d'autre part, la protection civile et celle des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire de la municipalité.

Pour ce faire, il formule et recommande aux autorités municipales les politiques et règlements appropriés et en surveille l'application. Dans le domaine de l'incendie, outre la fonction du combat comme telle, il élabore des techniques et des programmes de prévention et de combat de l'incendie et assure la formation d'un personnel spécialisé dans ces deux domaines.

La même approche prévaut au plan de la protection civile, de même qu'à celui de la sécurité des personnes et des biens, y compris la propriété civique et les lieux publics.

Service des loisirs

Maillon indispensable à la qualité de vie des citoyens, le Service des loisirs est chargé de fournir les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à l'organisation et au déroulement des activités de loisir par les groupes de citoyens. Parallèlement, le service s'occupe de l'organisation et du déroulement de certaines fêtes populaires, d'événements à caractère récréatif et communautaire, de programmes en loisir à l'intention de la population et de l'opération et la bonne marche des équipements récréatifs et communautaires de la municipalité.

Le Service des loisirs doit, en outre, informer les citoyens quant aux programmes et services disponibles et aux moyens d'y participer, tout en laissant une large part aux citoyens et autres intervenants dans le processus décisionnel en matière d'organisation, de déroulement et de développement d'activités de loisir et de récréation en milieu urbain.

En dernier lieu, le service effectue des études et des recherches afin de bien cerner les besoins des citoyens dans le domaine des services, programmes et équipements récréatifs communautaires.

Direction générale adjointe aux services administratifs

Le titulaire de ce poste, sous l'autorité du directeur général, a la responsabilité de diriger, coordonner et contrôler les activités des services de la Trésorerie, du Greffe, de l'Approvisionnement et de l'Informatique.

Ayant connu une évolution rapide au cours des dernières années, ce secteur de soutien dispose aujourd'hui des moyens et des effectifs nécessaires pour mener à bon terme les efforts de réduction des coûts administratifs de l'appareil civique, amorcés depuis quelques années.

Service de la trésorerie

Les responsabilités du Service de la trésorerie sont multiples. À titre d'agent percepteur de la municipalité, le service assure la préparation de tous les rôles de perception et la publication de leur dépôt, la mise à jour des renseignements contenus aux rôles d'évaluation et de perception, l'expédition des comptes de taxes et des avis d'évaluation, la perception et le dépôt à la banque de tous les argents dûs à la ville et le placement à court terme des deniers disponibles.

Ses responsabilités englobent également une foule de fonctions budgétaires et de contrôle et vérification financiers. Ainsi, le service est responsable de la préparation des rapports comptables périodiques et des états financiers annuels, il coordonne la préparation du budget annuel et, à chaque année, celle du budget triennal. Il établit, en outre, un sain contrôle budgétaire en élaborant les procédures de contrôle et de vérification appropriées, dont il recommande l'adoption aux autorités, puis voit à leur mise en place.

Le Service de la trésorerie est également chargé de la comptabilisation de toutes les opérations financières de la municipalité dans les registres comptables.

Il administre la paie, l'assurance collective, le fonds de pension et les retenues sur le salaire de tous les employés municipaux.

Aussi, il est responsable de l'obtention de toutes pièces justificatives requises pour le paiement des comptes de la ville et administre le processus de paiement.

En dernier lieu, la trésorerie assure le contrôle des inventaires et le financement des dépenses d'immobilisations.

Service du greffe

Véritable secrétaire du conseil et de l'administration municipale, le Service du greffe est chargé de la préparation des ordres du jour des assemblées publiques du conseil et en rédige les procès-verbaux. Cette fonction s'applique également aux assemblées du conseil de gestion, des commissions des services administratifs et opérationnels, de même qu'à celles du conseil municipal.

Il remplit diverses fonctions à caractère juridique, telles que : l'administration de la cour municipale, l'enregistrement des naissances, la garde des archives de la ville et la disposition des biens appartenant à la municipalité.

Aussi, est-il de son ressort d'assurer la garde, la mise à jour, le contrôle et la diffusion du rôle d'évaluation et de recevoir les plaintes à ce sujet. La certification des documents officiels de la municipalité, l'immatriculation des obligations, la publication des avis légaux, la diffusion et l'accessibilité des documents publics tombent également sous sa juridiction.

S'y ajoutent, aussi, la rédaction des règlements, le suivi des règlements d'emprunts, l'administration de la procédure reliée à

SERVICES MUNICIPAUX

la Loi des Cités et Villes et autres lois, de même que la diffusion des nouvelles législations et réglementations du domaine municipal.

Le Service du greffe procède à la mise à jour et au contrôle des avis de mutations, des plaintes et des subdivisions. Il entreprend des recherches pour le compte de citoyens et d'employés municipaux qui en font la demande. Enfin, le titulaire du poste assume la présidence des élections municipales.

Service de l'approvisionnement

Un des rôles essentiels du Service de l'approvisionnement consiste à élaborer une politique générale de gestion des approvisionnements, en recommander l'adoption auprès des autorités compétentes et en assurer l'application rigoureuse.

Il est responsable des achats de la municipalité et, à ce titre, procède à l'élaboration de méthodes, techniques et procédures d'achat pouvant satisfaire aux besoins de la municipalité, en recommande la mise en oeuvre et gère leur application, selon des critères qui tiennent compte à la fois des prix des fournisseurs, de la qualité des articles, des délais de livraison et des restrictions imposées par la Loi des Cités et Villes.

En outre, le service est chargé de la garde et de la mise à jour de l'inventaire permanent, incluant les biens en magasin et les biens immobilisés.

Ses activités s'exercent également aux plans des méthodes d'emmagasinage et de contrôle des stocks, des procédures de livraison aux services « clients », du maintien d'un inventaire adéquat, de méthodes de réapprovisionnement efficaces et du contrôle des biens utilisés et des biens immobilisés.

Enfin, le service gère l'ensemble du processus de livraison du matériel par les fournisseurs, y compris la recommandation de paiement.

Service de l'informatique

Le Service de l'informatique est responsable des programmes (logiciels et progiciels) nécessaires au traitement des données des divers organismes et services municipaux faisant appel à ses services. Chaque utilisateur du service est responsable de ses propres données.

Encore au stade embryonnaire, le service sera appelé à élaborer un plan directeur de développement de nouveaux systèmes informatisés, selon des priorités bien précises fixées par le comité de l'informatique.

Ainsi, toute demande de modification susceptible de perturber le plan directeur devra être soumise à l'approbation de ce comité.

LISTE DES INDUSTRIES

ACIER NORBEC STEEL INC
A.E.S. DATA LTÉE
A & J SERVICE NETTOYAGE A SEC
ALLIS CHALMERS CANADA INC
ANIXTER TURMAC LTÉE
ARTISTICA INC
BARSCHEL & COMPANY LTD
BELL CANADA
BLUE WATER SEA FOODS LTD
BOULANGER YACHT INC
BUANDERIE LACHINE & NETTOYEURS LTÉE
BURLINGTON CANADA INC
(PRODUCTIONS PARAMOUNT INC.)
CÂBLES P.T.I. CABLES INC
CAFÉ & THE MART'CAN 1980 LTÉE
CANADA CUP DIVISION DART PROD. NATIONAL LTÉE
CANADA PLASTIC CONTAINERS LTD
CANADIAN CARDWELL CO
CANEVAS WRIGHT LTÉE
CANRON LIMITÉE
CENTRE MESSAGERIES DU C.N.
CHAS. A. VINCENT & FILS ENRG
CIE FEDERATED GENCO LIMITÉE
C.I.L. INC
C.I.P. DAXION INC
COCA-COLA LIMITÉE
COMET PRINTING INC
COMPAGNIE GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE DU CANADA
CONTRÔLE BROSCO LIMITÉE
CORBEC CORPORATION
CORP. PHARMACEUTIQUE PROFESSIONNELLE
COUR TRIAGE C.N.R.
C.P. RAIL SERVICES INTERMODAUX
D.B.M. INDUSTRIES LTD
DEFENDER METAL FABRICATIONS LTD
DEMENAGEMENT HILL SÉCURITÉ INC
DOMINION BRIDGE SULZER INC
DOMTAR INC
DRUMMOND McCALL INC
DUNN CARBON & RIBBON (1980) LTD.
DURO DYNE CANADA INC
DYNACAST GRIES DIV. DE J.P. COATS CANADA INC
E.W. PLAYFORD CO. LTD
EMCO LTÉE
EMPIRE ELECTRO PLATING LTD
ÉQUIPEMENT SPORTIF TED FLETCHER INC
EXPO 4 INC
F.E. WOODWARD & FILS LIMITÉE
FABRICATION PRÉCISION INC.
FABRICATION TECH. DE PLASTIQUE ENRG
FAIRO JEWELLERY ENTERPRISES LTD
FIBERGLASS CANADA LTÉE
FOOD PRO NATIONAL INC
FORMULES (LES) COMMERCIALES MULTIPLES CANADA INC
FOURNISSEUR DE CANTINE MOBILE EN GROS DE MONTRÉAL LIMITÉE
FRAPA PLASTIC INC
FRIGO QUÉBEC DIV. DE TRANS-CANADA FREEZER LTD
GÉNAD INC
GENESCO DU CANADA CIE LTÉE
GODFREY HOWDEN INC
GOLDTEX TEXTILES LIMITED
GROUPE CONTINENTAL CANADA LTÉE
HARRINGTON DIVISION INGERSOLL-RAND CANADA INC
HOUSTON PRESS COMPANY LIMITED
IMPRIMERIE AUBRY ENRG.
IMPRIMERIE BROWN PRESS LIMITÉE
IMPRIMERIE DOMINION LACHINE INC.
IMPRIMERIE GRAPHIQUE COULEUR LTÉE
IMPRIMERIE GRANT INC.
IMPRIMERIE PERRY LTÉE
IMPRIMERIE WESTMORE PRINTING DIV. POWELL & O'CONNOR LTÉE
INDUSPAC INC
INTERNATIONAL SEAL EQUIPMENT LTD
JENKINS CANADA INC.
JOSLYN (LES) INDUSTRIES CANADA LTD
KEUFFEL & ESSER DU CANADA LTÉE
KNUCHEL PRÉCISION MACHINE OVERHAUL ENRG
KRAFT LIMITÉE
KUBKOR INC.
L. SIMARD TRANSPORT LTÉE
LA CIE BAKERS PRIDE LTÉE
LA CIE ROBERT BURY CANADA LTÉE
LA COMPAGNIE MOTORWAYS QUÉBEC LIMITÉE
LAPERRIÈRE & VERRAULT INC
LA PETITE MONTAGNE ENRG
LE DOCTEUR BAIGNOIRE LIMITÉE
LEEDYE INC
LE PETIT SUISSE ENRG
LES ALIMENTS CLOUSTON CANADA LTÉE
LES ALIMENTS HUMPTY DUMPTY LIMITÉE
LES ALIMENTS INTERBAKE LTÉE
LES ATELIERS D'INGÉNIERIE DOMINION LTÉE
LES BUANDIERS & NETTOYEURS CROWN INC.
LES ENTREPRISES JET INC
LES ENTREPRISES RAY PROC INC
LES ENTREPRISES RICHARD MARSAN LIMITÉE
LES ENTREPRISES TUBE-CAMA LTÉE
LES INDUSTRIES DOMCO LTÉE
LES INDUSTRIES SPORT JAMES RUSSELL LIMITÉE
LES INDUSTRIES STEPA ALUMINUM LTÉE
LES NETTOYEURS MacKAY-SMITH LTÉE
LES PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTÉE
LES PRODUITS CHIMIQUES MIA INC
LES REMORQUES O. BÉDARD ENRG
LES VINS BRIGHT LIMITÉE
LIGHTOLIER CANADA LIMITÉE
LUMACELL INC
MANUFACTURE D'ÉQUIPEMENT HARDT INC
MATÉRIAUX (LES) DE CONSTRUCTION CROWN ZELLERBACH LTÉE
METRO TOOL & DIE CO. LIMITED
MILTHOM
MISS BROWN SERVICES DE NETTOYAGE INC.
MONSIEUR L'IMPRIMEUR
MUSSENS ÉQUIPEMENT LTÉE
NETTOYEURS GISÈLE INC
NORTHERN TELECOM CANADA LTÉE
PAIN BALTIC BREAD INC
PALASON BILLIARD INC
PANNEAUX NORTEX LTÉE
PAPETERIE ET IMPRIMERIE ÉLITE INC
PLANT NATIONAL (QUÉBEC) INC
PNEUS LACHINE INC.
PYLON COMPAGNIE DE DÉVELOPPEMENT ÉLECTRONIQUE LTÉE
QUED ATHLETICS PRODUCTS (SEAWAY PLASTICS LTD.)
QUIGLEY CANADA INC
RAYMOND E.P. LTÉE
RECKITT & COLEMAN CANADA INC
RECORD MARPLES INC
ROLL-IT INC
ROLLS-ROYCE (CANADA) LTÉE
S.C.A.C. TRANSPORT CANADA INC
SCIE ACME LIMITÉE
SÉRIGRAPHIE CHAMPION INC
SERVICE DES ARBRES D'ORNEMENT CANADIEN LTÉE
SMITH & NEPHEW INC
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PNEUS MICHELIN LTÉE
SOLTRAC INC
STELCO INC.
SUNDS DEFIBRATOR LIMITÉE
SYNCHRODRIVE LTÉE
TEXTILES F.D.L. INC
THE KENT STEEL PRODUCTS LTÉE
TREE SPORTS CANADA LTÉE
TROPHÉES (LES) VICTORIA INC
UNION CARBIDE CANADA LTÉE
VAN WATERS & ROGERS LTÉE
VARTA BATTERIES LTD
V.I.L. VERMICULITE INC.
VITRERIE CHATELLE & SIMARD INC
WEE BONBONS LTÉE
WESTERN REFRIGERATION LTD
WESTINGHOUSE CANADA INC
WILLSON ZONE INC.
ZIMMCOR COMPANY
92753 CANADA LIMITÉE

VILLE DE LACHINE
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Monsieur le Maire
Membres du Conseil
Ville de Lachine

Nous avons vérifié les bilans des fonds d'administration, des règlements d'emprunt en cours et de roulement et les états des actifs à long terme et de la dette à long terme de Ville de Lachine au 31 décembre 1983, ainsi que les états du capital du fonds réservé pour parcs et terrains de jeux, des surplus réservés, du surplus libre, de la variation des dépenses des règlements d'emprunt en cours, de la variation des montants affectés aux règlements d'emprunt en cours, de la variation des soldes disponibles sur règlements d'emprunt, de la variation du capital disponible et des revenus et dépenses desdits fonds de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Ville au 31 décembre 1983, ainsi que les résultats de ses opérations pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et les usages particuliers de la comptabilité municipale au Québec, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le présent rapport ne couvre pas les prévisions budgétaires incluses dans l'état des revenus et dépenses puisque nous ne pouvons exprimer d'opinion sur des données établies à partir d'estimations et d'hypothèses.

Guy Martin, C.A.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Montréal
Le 28 mars 1984

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Bilan au 31 décembre 1983

Actif	1983	1982
Encaisse	366 107 $	361 575 $
Banque – comptes coupons et obligations	357 318	239 144
Moins : coupons et obligations échus	357 318	239 144
	—	—
Dépôts à terme	2 037 239	1 513 521
Taxes à recevoir	2 194 052	5 250 380
Autres débiteurs	3 169 370	677 282
Avance au fonds des règlements d'emprunt en cours	5 155 350	1 896 057
Stock de fournitures et de matériel, au moindre du coût et du coût de remplacement	900 464	958 927
Taxes d'améliorations locales à recevoir dont la perception est différée (note 2)	1 600 055	—
	15 422 637 $	10 657 742 $

Passif	1983	1982
Emprunts temporaires	— $	200 000 $
Créditeurs :		
Fournisseurs et frais courus	1 305 980	897 126
Salaires et charges sociales	540 117	464 301
	1 846 097	1 361 427
Taxes à remettre :		
Commissions scolaires (note 3)	3 866 755	1 381 282
Communauté urbaine de Montréal	262 288	351 071
	4 129 043	1 732 353
Dépôts à rembourser	285 857	285 949
Subvention à rembourser	180 047	167 764
Provisions :		
Pour taxes contestées	3 109 634	2 500 000
Pour le paiement éventuel des créances en litige	327 002	469 638
Pour le change étranger sur les remboursements de dette à long terme	26 296	34 104
Pour le paiement des jours de congés en maladie	3 256 122	2 970 602
	6 719 054	5 974 344
Capital du fonds réservé pour parcs et terrains de jeux	90 027	140 703
Surplus réservés	1 100 000	652 612
Surplus libre	1 072 512	142 590
	15 422 637 $	10 657 742 $

VILLE DE LACHINE
FONDS DE ROULEMENT
Bilan au 31 décembre 1983

Actif	1983	1982
Encaisse	12 855 $	24 372 $
Dépôts à terme	350 000	250 000
Dépenses financées à long terme	437 145	525 628
	800 000 $	800 000 $

Passif	1983	1982
Capital :		
Capital engagé	437 145 $	525 628 $
Capital disponible	362 855	274 372
	800 000 $	800 000 $

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Exercice terminé le 31 décembre 1983

Surplus réservés	1983	1982
Pour la contribution au programme d'amélioration du quartier Rémy		
Solde au début	52 612 $	98 511 $
Virement au surplus libre	52 612	45 899
Solde à la fin	—	52 612
Pour l'aménagement des aires extérieures au Club des pêcheurs sportifs du Lac St-Louis		
Solde au début	—	8 460
Virement au surplus libre	—	8 460
Solde à la fin	—	—
Pour équilibre budgétaire		
Solde au début	600 000	700 000
Virement au surplus libre pour affectation aux opérations	600 000	700 000
	—	—
Virement du surplus libre	1 100 000	600 000
Solde à la fin	1 100 000	600 000
	1 100 000 $	652 612 $

Surplus libre	1983	1982
Solde au début	142 590 $	1 172 693 $
Excédent des revenus sur les dépenses	246 655	644 369
Virements des surplus réservés	652 612	754 359
Régularisation résultant d'une entente intervenue avec un contribuable quant au recouvrement de taxes et des intérêts	1 594 855	
Diminution de la provision pour le paiement éventuel de créances en litige	142 794	
	2 636 916	1 398 728
	2 779 506	2 571 421
Affectation au surplus réservé pour équilibre budgétaire	1 100 000	600 000
Appropriation de surplus aux revenus :		
Pour équilibre budgétaire	600 000	1 000 000
Pour la contribution au programme d'amélioration du quartier Rémy		45 899
Pour l'acquisition d'immobilisations	6 994	271 132
Primes d'embellissement		511 800
	1 706 994	2 428 831
Solde à la fin	1 072 512 $	142 590 $

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Exercice terminé le 31 décembre 1983

Capital du fonds réservé pour parcs et terrains de jeux	1983	1982
Solde au début	140 703 $	263 536 $
Contributions reçues		80 525
Subventions du gouvernement du Québec	17 778	
	158 481	344 061
Acquisition et aménagement de parcs et terrains de jeux		203 358
Éclairage des parcs	68 454	
Solde à la fin	90 027 $	140 703 $

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Revenus de l'exercice terminé le 31 décembre 1983

Revenus	Révisé	Réel
Taxes		
Foncières, générales et spéciales	21 945 917 $	21 952 611 $
Répartitions locales	1 036 000	1 038 577
Eau	1 815 000	1 750 267
Affaires	6 939 438	6 950 042
	31 736 355	31 691 497
Compensation tenant lieu de taxes		
Gouvernement fédéral	20 859	20 859
Entreprises du gouvernement fédéral	21 750	21 750
Gouvernement du Québec	125 000	109 935
Entreprises du gouvernement du Québec	642 760	729 937
Immeubles – Réseau des affaires sociales	516 977	503 790
Entreprises privées et individus	532 168	597 221
Immeubles – Ecoles élémentaires et secondaires	523 398	520 399
	2 382 912	2 503 891
Service rendu à d'autres municipalités		
Service d'eau	700 000	587 109
Autres services rendus		
Loisirs et culture :		
Aréna et patinoires	76 600	78 233
Piscines	21 450	24 190
Bibliothèque, centres communautaires et autres	72 000	87 789
Recouvrement de tiers :		
Raccordements d'aqueduc et d'égouts	15 000	25 970
Autres	160 535	368 975
	345 585	585 157 $
Autres revenus de sources locales		
Licences et permis	11 500	23 303
Mutations immobilières	150 000	145 772
Droits sur les divertissements	8 000	8 414
Amendes – Cour municipale	220 000	193 400
Revenus de placements	607 000	720 633
Intérêts sur arriérés de taxes	350 000	272 367
Autres	139 500	137 851
Appropriation de surplus :		
Aux fins d'équilibre budgétaire	600 000	600 000
Pour l'acquisition d'immobilisations		6 994
	2 086 000	2 108 734
Revenus – Transferts conditionnels		
Subventions du gouvernement fédéral		17 235
Subventions du gouvernement du Québec :		
Sports et loisirs	19 900	28 141
Bibliothèque	75 000	118 223
Autres subventions	24 750	
Programmes subventionnés – Gouvernement du Québec :		
Aménagement de la Grande Jetée		704 900
Autres		2 205
	119 650	870 704
Total des revenus	37 370 502 $	38 347 092 $

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1983

Dépenses	Révisé	Réel
Administration générale		
Législation	131 100 $	131 011 $
Application de la loi	123 220	137 112
Gestion financière et administrative	1 321 880	1 392 935
Greffe	183 400	162 771
Contributions de l'employeur	2 605 500	2 846 933
Autres	964 600	1 089 840
	5 329 700	5 760 602
Sécurité publique		
Protection contre l'incendie	2 217 801	2 136 695
Protection civile	2 000	3 200
Autres	8 400	8 769
	2 228 201	2 148 664
Transport		
Administration	425 900	405 505
Voirie municipale	681 000	626 961
Enlèvement de la neige	1 688 000	1 266 163
Éclairage des rues	330 400	326 864
Circulation	211 300	151 948
Stationnement	24 500	30 137
	3 361 100	2 807 578
Hygiène du milieu		
Aqueduc et égouts :		
Administration	206 000	195 871
Purification et traitement de l'eau	1 324 500	1 189 473
Réseaux de distribution de l'eau	345 800	390 330
Réseaux d'égouts	243 200	190 377
Enlèvement et destruction des ordures	690 400	668 852
	2 809 900	2 634 903
Santé et bien-être	17 000	19 461
Urbanisme et mise en valeur du territoire		
Urbanisme et zonage	498 500	519 660
Restauration – Loginove	69 200	51 131
	567 700	570 791
Loisirs et culture		
Administration	360 500	359 016
Centres communautaires	76 850	71 455
Aréna et patinoires	407 200	469 885
Piscines	168 200	158 896
Parcs et terrains de jeux	641 600	478 495
Bibliothèque municipale	351 800	334 562
Activités culturelles et sportives	304 050	315 863
Centres communautaires et civiques	75 300	80 261
Autres dépenses	251 500	233 611
	2 637 000 $	2 502 044 $

VILLE DE LACHINE
FONDS D'ADMINISTRATION
Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1983

Dépenses	Révisé	Réel
Autres activités		
Édifices	1 136 950 $	1 078 896 $
Ateliers de réparations	681 800	660 032
Dépenses d'immobilisations :		
À même les revenus	975 000	1 134 167
À même le surplus libre		6 994
	2 793 750	2 880 089
Autres dépenses		
Service de la dette	7 343 151	7 322 455
Dépenses du fonds de réserve	697 000	584 275
Quote-part des dépenses de la Communauté urbaine de Montréal	9 586 000	9 322 267
Contributions au fonds des règlements d'emprunt en cours		92 408
Aménagement de la Grande Jetée		704 900
Provision pour taxes contestées		750 000
	17 626 151	18 776 305
Total des dépenses	37 370 502	38 100 437
Excédent des revenus sur les dépenses		246 655
	37 370 502 $	38 347 092 $

VILLE DE LACHINE
FONDS DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNTS EN COURS
Bilan au 31 décembre 1983

Actif	1983	1982	Passif	1983	1982
Encaisse	7 358 $	7 358 $	Créditeurs :		
			Fournisseurs	592 333 $	669 897 $
Subventions à recevoir	164 385	68 504	Retenues sur contrats	272 968	176 400
				865 301	846 297
Règlements d'emprunt en cours	6 987 385	3 781 840			
Refinancement en cours (note 4)	1 406 000	41 700	Expropriations à payer	54 190	54 190
			Dû au fonds d'administration	5 155 350	1 896 057
			Montants affectés aux règlements d'emprunt en cours par des subventions	1 681 080	71 692
			Soldes disponibles sur règlements d'emprunt	809 207	1 031 166
	8 565 128 $	3 899 402 $		8 565 128 $	3 899 402 $

VILLE DE LACHINE
ACTIFS À LONG TERME
Au 31 décembre 1983

Actif	1983	1982	Mode de financement	1983	982
Actifs immobilisés, au coût :					
			Actifs acquis avant le 1er janvier 1975	43 341 067 $	43 375 728 $
Travaux de génie	58 816 517 $	56 009 623 $			
Bâtisses	15 682 783	14 623 438			
Terrains (programme de rénovation de quartiers)	35 816	35 816	Actifs acquis depuis le 1er janvier 1975 et financés par :		
Machinerie et véhicules	7 502 538	7 213 787			
Ameublement	1 097 690	1 035 362	Obligations	27 800 885	26 157 321
	83 135 344	78 918 026	Subventions	2 915 502	2 121 132
			Fonds d'administration	7 490 509	6 096 195
			Fonds de roulement	1 220 255	1 125 524
Prêt à l'Office municipal d'habitation de Lachine (encaissable à long terme, sans intérêt)	297 217	297 217	Soldes disponibles sur règlements d'emprunt	664 343	339 343
	83 432 561 $	79 215 243 $		83 432 561 $	79 215 243 $

VILLE DE LACHINE
DETTE À LONG TERME
Au 31 décembre 1983

Mode de remboursement	1983	1982
Montants des revenus à prévoir pour le remboursement des dettes à long terme à la charge de :		
L'ensemble de la municipalité	36 250 898 $	37 667 418 $
Une partie de la municipalité	4 191 294	4 621 150
	40 442 192 $	42 288 568 $

Passif	1983	1982
Obligations à payer :		
Gouvernement du Québec :		
Commission municipale du Québec	65 592 $	85 268 $
Communauté urbaine de Montréal	2 391 300	2 592 100
Ville de Montréal	2 786 900	3 048 700
Autres obligations émises :		
Remboursables en devises canadiennes	34 847 000	36 107 000
Remboursables en devises étrangères	351 400	455 500
	40 442 192 $	42 288 568 $

VILLE DE LACHINE
AUTRES DEPENSES
Exercice terminé le 31 décembre 1983

Quote-part des dépenses de la Communauté urbaine de Montréal	Budget révisé	Réel
Administration, services, conseil de sécurité et police : Coûts de l'exercice	$	6 426 232 $
Répartition du service de la dette du métro		2 896 035
	9 586 000 $	9 322 267 $

VILLE DE LACHINE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 31 décembre 1983

1- Énoncé des conventions comptables

Présentation des états financiers :

La Ville comptabilise ses opérations selon les principes comptables généralement reconnus et les usages particuliers de la comptabilité par fonds en tenant compte des directives du Manuel de Normalisation de la Comptabilité Municipale au Québec.

Fournisseurs et frais courus :

Les dépenses sont comptabilisées dès que la Ville s'est engagée auprès de tiers. Ainsi, les engagements à payer sont inclus sous la rubrique « Fournisseurs et frais courus » du bilan du fonds d'administration.

Revenus et dépenses :

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice à l'exception des intérêts sur arriérés de taxes et des intérêts sur la dette à long terme qui sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les remboursements d'obligations sont comptabilisés comme dépenses.

Provision pour le paiement des jours de congés en maladie :

La Ville comptabilise annuellement une provision pour les jours de congés en maladie qui seront monnayés au départ des employés.

Dépenses du fonds de réserve :

En conformité avec l'article 549 de la charte, le budget prévoit une affectation n'excédant pas 5 % des revenus afin de pourvoir aux pertes de taxes et aux dépenses imprévues présentées comme dépenses du fonds de réserve.

Actifs immobilisés :

Les coûts des travaux de nature capital décrétés par règlements d'emprunt sont enregistrés au fonds des règlements d'emprunt en cours et ne sont comptabilisés à l'état des actifs à long terme qu'une fois les travaux terminés.

Les acquisitions d'actifs immobilisés effectuées à même les fonds d'administration et de roulement sont capitalisées à l'état des actifs à long terme.

Aucun amortissement devant refléter l'usure ou la désuétude des actifs immobilisés n'est comptabilisé.

2- Taxes d'améliorations locales à recevoir dont la perception est différée

Une transaction avec un contribuable, autorisée par une loi spéciale de l'Assemblée nationale, a mis fin aux nombreux litiges opposant la Ville audit contribuable et a permis de percevoir la majorité des taxes municipales et scolaires contestées par ce contribuable. Toutefois, l'entente prévoit que la perception d'une portion des taxes d'améliorations locales imposées en vertu de divers règlements ne sera réalisée que lorsque les immeubles seront utilisés. Une autre portion sera réimposée à l'ensemble des contribuables du secteur industriel en vertu d'un règlement adopté à cet effet.

3- Taxes à remettre - Commissions scolaires

Ce montant comprend les taxes scolaires et les intérêts à remettre à la C.E.C.M. au montant de 2 120 219 $ suite à un jugement de la Cour Supérieure, mais ne comprend pas les intérêts supplémentaires d'environ 815 000 $ que ledit jugement ordonne à la Ville de payer. La Ville a porté ce jugement en Cour d'Appel en ce qui concerne les intérêts supplémentaires et les conseillers juridiques de la Ville sont d'avis que la Ville n'aura pas à payer ce montant étant donné que dans une autre cause avec la C.E.C.M. un jugement de la Cour d'Appel a donné raison à la Ville en ce qui concerne les intérêts supplémentaires réclamés par la C.E.C.M. C'est pourquoi, aucune provision n'a été comptabilisée.

4- Refinancement en cours

Le solde de l'émission de décembre 1963 échue en 1983 et totalisant 1 406 000 $ a été racheté et refinancé à l'occasion de l'émission du 16 janvier 1984. Ce montant n'est pas inclus dans les revenus à prévoir pour les remboursements des dettes à long terme indiqués dans l'état de la dette à long terme.

5- Engagements

a) En vertu du régime de rentes, la Ville est engagée à verser annuellement une somme de 206 400 $ jusqu'au 31 décembre 1994 pour acquitter le solde du déficit actuariel établi à 1 834 300 $ au 1er janvier 1983.

b) La Ville est solidairement et conjointement responsable avec les autres municipalités de la Communauté urbaine de Montréal des dettes obligataires de ladite Communauté à l'égard du prolongement du métro, des travaux relatifs au traitement des eaux usées et de l'acquisition et de l'aménagement de parcs régionaux. La proportion des obligations en cours au 31 décembre 1983 attribuables à Ville de Lachine est estimée à 8 982 243 $, basée sur le potentiel fiscal. Le service de la dette est réparti annuellement entre les municipalités en fonction de leur potentiel fiscal.

6- Éventualités

a) Les états financiers ne tiennent pas compte d'une réclamation au montant de 94 000 $ d'un entrepreneur relativement à la construction de la route sur digue de la 6e Avenue.

b) Une entreprise industrielle a intenté des poursuites judiciaires contre la Ville en vue d'obtenir le remboursement de certaines taxes qu'elle prétend avoir payées en trop au cours des années 1975 à 1979 inclusivement. Le total des remboursements réclamés s'élève à 611 000 $. Le 22 février 1984, un jugement de la Cour Supérieure a condamné la Ville à rembourser ce montant plus les intérêts pour un montant approximatif de 200 000 $. Les procureurs de la Ville ont recommandé de porter ce jugement en Cour d'Appel. Cette cause a été inscrite en Cour d'Appel durant le mois de mars 1984.

VILLE DE LACHINE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 31 décembre 1983

Dette à long terme
7- Obligations à payer

Date de l'émission	Montant de l'émission originale $	Taux d'intérêt	Échéance	Solde au 01-01-1983 $	Émission $	Refinancement $	Remboursement $	Solde au 31-12-1983 $	Renouvellement $	
Obligations émises dans le public										
01-07-63	1 800 000	5 1/2 %	01-07-83	35 000			35 000			
		5 1/2 %	01-07-83	1 371 000		1 371 000				
01-12-63	1 867 000	6 %	01-12-83	37 000			37 000			
		6 %	01-12-83	1 406 000			1 406 000			
01-12-64	1 113 500	5 1/8 %	01-11-84	88 400			42 800	45 600		
	(U.S.A.)	5 1/8 %	01-11-84	171 600				171 600	171 600	(1)
01-11-65	840 000	5 1/2 %	01-11-85	195 500			61 300	134 200		
	(U.S.A.)									
01-12-66	984 000	6 %	01-12-84 à 86	259 000			59 000	200 000		
15-12-67	3 482 000	7 1/2 %	15-12-84 à 87	1 054 000				1 054 000		
15-12-68	1 111 000	7 3/4 %	15-12-85 à 88	270 000				270 000		
31-12-69	1 225 000	9 %	31-12-89	112 000				112 000		
15-11-70	551 000	9 1/4 %	15-11-89-90	105 000				105 000		
15-06-75	3 038 500	9 1/2 %	15-06-84-85	568 000			185 000	383 000		
		9 1/2 %	15-06-85	907 000				907 000	907 000	(2)
17-10-77	3 015 000	9 1/2 %	17-10-84 à 87	1 051 000			183 000	868 000		
		10 %	17-10-88 à 97	1 235 000				1 235 000		
19-06-78	3 825 000	9 1/4 %	19-06-84	593 000			286 000	307 000		
		9 3/4 %	19-06-85	87 000				87 000		
		10 %	19-06-86-88	313 000				313 000		
		10 %	19-06-88	1 860 000				1 860 000	1 860 000	(4)
27-12-79	5 375 000	12 %	27-12-84	443 000			212 000	231 000		
		12 %	27-12-84	2 407 000				2 407 000	2 407 000	(1)
		11 1/2 %	27-12-89	1 990 000				1 990 000	1 990 000	(5)
21-07-80	3 650 000	11 %	21-07-84-85	340 000			105 000	235 000		
		11 1/4 %	21-07-86-87	646 000				646 000		
		11 1/2 %	21-07-88 à 90	928 000				928 000		
		11 1/2 %	21-07-90	1 549 000				1 549 000	1 549 000	(6)
20-12-80	5 050 000	13 3/4 %	29-12-84-85	488 000			147 000	341 000		
		13 3/4 %	29-12-85	2 301 000				2 301 000	2 301 000	(2)
		14 %	29-12-90	2 008 000				2 008 000	2 008 000	(6)
02-03-81	2 609 000	13 1/4 %	02-03-84-85	250 000			79 000	171 000		
		13 1/2 %	02-03-86 à 91	639 000				639 000		
		13 1/2 %	02-03-91	1 645 000				1 645 000	1 645 000	(7)
22-02-82	4 130 000	16 1/2 %	22-02-84-85	405 000			121 000	284 000		
		17 %	22-02-86-87	350 000				350 000		
		17 %	22-07-87	3 375 000				3 375 000	3 375 000	(3)
01-11-82	5 080 000	12 %	01-11-84	335 000			159 000	176 000		
		12 1/2 %	01-11-85	198 000				198 000		
		13 %	01-11-86-87	468 000				468 000		
		13 %	01-11-87	4 079 000				4 079 000	4 079 000	(3)
04-07-83	3 125 000	9 1/2 %	04-07-84		75 000			75 000		
		10 %	04-07-85		83 000			83 000		
		10 1/2 %	04-07-86		89 000			89 000		
		11 %	04-07-87-88		201 000			201 000		
		11 %	04-07-88		2 677 000			2 677 000	2 677 000	(4)
				36 562 500	**3 125 000**	**1 371 000**	**3 118 100**	**35 198 400**	**24 969 600**	

Dette à long terme
7- Obligations à payer (suite)

Date de l'émission	Montant de l'émission originale $	Taux d'intérêt	Échéance	Solde au 01-01-1983 $	Émission $	Refinancement $	Remboursement $	Solde au 31-12-1983 $
Obligations émises par la Ville de Montréal								
01-01-80	3 500 000	10 1/2 %	01-01-90	3 048 700	—	—	261 800	2 786 900
Obligations émises par la Commission municipale du Québec								
01-06-66	271 764	5 3/8 %	01-06-86	79 114			18 253	60 861
01-06-66	21 300	5 1/4 %	01-06-86	6 154			1 423	4 731
				85 268	—	—	19 676	65 592
Obligations émises par la Communauté urbaine de Montréal pour le compte de la Ville								
15-12-72	1 157 693 (U.S.A.)	8 %	15-12-92	782 000			54 000	728 000
15-08-80	2 058 000	12 %	15-08-90	1 810 100			146 800	1 663 300
				2 592 100	—	—	200 800	2 391 300

	Valeur nominale	Valeur convertie	Remboursement d'obligations
Dette obligataire au 31 décembre 1983 remboursable en devises étrangères, convertie au taux de change à la date des états financiers			
			(1) 1984 2 578 600 $
			(2) 1985 3 200 000
			(3) 1987 7 454 000
			(4) 1988 4 537 000
			(5) 1989 1 990 000
			(6) 1990 3 337 000
			(7) 1991 1 645 000
	1 079 400 $	1 343 205 $	24 969 600 $

VILLE DE LACHINE
STATISTIQUES FINANCIÈRES
Exercice terminé le 31 décembre 1983

	1983	1982	1981	1980	1979
Population (approximative)	37 550	37 550	39 800	41 000	40 900
Évaluation					
Imposable	768 863 800 $	699 156 300 $	655 516 050 $	595 753 650 $	538 938 450 $
Non imposable	127 125 783	115 871 653	109 028 655	100 836 610	88 987 606
	895 989 583 $	815 027 953 $	764 544 705 $	696 590 260 $	627 926 056 $
Taxes foncières					
Générales spéciales et Communauté urbaine	3,15	3,30	3,24	3,19 *	2,39
Dette directe					
Dette à long terme à la fin de l'exercice	40 442 192 $	42 288 568 $	35 906 142 $	37 778 765 $	30 357 285 $
Fonds des règlements d'emprunt en cours :					
Travaux exécutés mais non encore financés compte tenu des soldes disponibles et des subventions	4 497 098	2 679 982	7 150 553	4 108 857	2 120 438
Refinancement en cours	1 406 000	41 700			
	46 345 290	45 010 250	43 056 695	41 887 622	32 477 723
% de la dette directe sur l'évaluation imposable	6,03	6,44	6,57	7,03	6,03
Dette indirecte					
Dette de la Communauté urbaine de Montréal	8 982 243	8 256 391	8 403 245	8 722 147	8 555 140
% de la dette indirecte sur l'évaluation imposable	1,17	1,18	1,28	1,46	1,59
Dette totale	55 327 533 $	53 266 641 $	51 459 940 $	50 609 769 $	41 032 863 $
% de la dette totale sur l'évaluation imposable	7,20	7,62	7,85	8,49	7,62
Dette obligataire per capita	1 234 $	1 199 $	1 082 $	1 022 $	794 $
Dette obligataire per capita (incluant la dette indirecte)	1 473 $	1 419 $	1 293 $	1 234 $	1 003 $
Revenus et dépenses des activités municipales					
Revenus	38 347 092 $	36 650 062 $	34 581 156 $	31 046 783 $	28 009 096 $
Dépenses :					
Service de la dette	7 322 455	6 246 025	5 820 737	4 081 816	3 851 562
Dépenses d'immobilisations	1 966 131	680 609	687 633	942 523	1 254 774
Autres dépenses	28 811 851	29 079 059	26 936 425	24 795 294	21 003 171
	38 100 437	36 005 693	33 444 795	29 819 633	26 109 507
Excédent des revenus sur les dépenses	246 655 $	644 369 $	1 136 361 $	1 227 150 $	1 899 589 $
% du service de la dette par rapport aux revenus	19,10 %	17,04 %	16,88 %	13,15 %	13,75 %
Permis de construction					
Nombre de permis	296	247	177	208	179
Valeur	13 513 000 $	7 188 900 $	8 182 931 $	17 487 200 $	11 960 102 $

* L'augmentation des taux de taxe est attribuable à l'occupation partielle du champ de l'impôt foncier scolaire normalisé.

VILLE DE LACHINE ANNUAL REPORT 1983

1983 FINANCIAL HIGHLIGHTS

Source (revenue)	
Municipal property taxes (incl. M.U.C. tax)	0,57
In-lieu of taxes	0.07
Water Tax	0.05
Business Tax	0,18
Other revenue	0.13
Total	1,00

Use (Expenditures)	
General administration	0,15
Fire protection	0,06
Public works	0.07
Environmental health	0.07
Recreation & cultural services	0,07
Debt charges	0,19
Contribution to M.U.C.	0,25
Other expenditures	0.13
Town planning	0,01
Total	1,00

Direct Debt		
1979 (6.03 %)	32 477 723	538 938 450
1980 (7,03 %)	41 887 622	595 753 650
1981 (6.57 %)	43 056 695	655 516 050
1982 (6.44 %)	45 010 250	699 156 300
1983 (6,03 %)	46 345 290	768 863 800

Taxable valuation	
Direct debt	

Debt Service		
1979 (13,75 %)	3 851 562	28 009 096
1980 (13.15 %)	4 081 816	31 046 783
1981 (16,83 %)	5 820 737	34 581 156
1982 (17.04 %)	6 246 025	36 650 062
1983 (19.10 %)	7 322 455	38 347 092

Total revenue	
Debt service	

MESSAGE FROM THE MAYOR

Dear Fellow-Citizens,

It is with great pleasure that I take this opportunity to present you with the Annual Report of the Ville de lachine for the 1983 fiscal year. Once again, the financial statement of the City reports a budget surplus, totalling 246 665 $, with revenues of 38 347 092 $ over expenses of 38 100 437 $.

The budget for the financial year 1983 forecasted revenues of 37 370 502 $. In actual fact, these amounted to 38 347 502 $, an increase of 976 590 $. The major portion of this increase is due mainly to subsidies secured by the City for various projects, namely the refurbishing of the Grande Jetée.

At the end of the fiscal year, expenses totalled 38 100 347 $, an increase of 729 935 $ over what was foreseen. These additional expenses were incurred by the cost of work on the Grande Jetee.

The total debt of the City is currently at 46 345 290 $, or 6,03 % of the total valuation which is set at 768 863 800 $. I wish to point out that the current tax rate was reduced from the 6,43 % level of the 1982 financial year. It was then considered to be one of the lowest of the 29 M.U.C. municipalities. As you may see, the current figure is even lower and the City is indeed very proud of its record in this area.

One of the highligfhts of the 1983 financial year involves the settlement reached with one of the City's most important corporate taxpayers, who contributed significantly to the increase of our surplus. Indeed, this settlement, combined with the City's sound financial management, was responsible for increasing the surplus, from an expected total of 142 590 $ at the beginning of the financial year, to 2 779 500 $ at its closing. From this surplus, the City Council has decided to allocate an amount of 606 994 $ to balance the 1983 budget and 1 100 000 $ towards the 1984 fiscal year. As of December 31, 1983, the balance of unappropriated surplus was set at 1 072 512 $.

While economic conditions improved somewhat in 1983, the results of the recession were still being felt by a number of our citizens. Prospects in the job market remained low with the inevitable consequences of lost or reduced income. This situation was keenly felt by the City and it endeavoured to keep taxation levels at reasonable limits. The City responded, also, by pursuing with added urgency, the drive to reduce the cost of its operations. The streamlining of the municipal administration, as described further in the Annual Report, is a direct result of this commitment.

These achievements, however, were not reached at the expense of the standard of quality which has always been the hallmark of our municipal services. Aside from the numerous programmes and services destined to the general population, the quality of services geared specifically to our corporate citizens has not diminished, quite the contrary. Suffice it to say that services such as the ample and regular supply of water, pressurized gas and high-tension electricity have kept well abreast of the needs of our industrial and commercial citizens.

In closing, on behalf of the municipal administration, I wish to convey our most sincere thanks to all the individuals who, through their untiring efforts and dedication, helped see us through 1983.

The Mayor of Lachine

Guy Descary

MUNICIPAL COUNCIL

Mayor
Mr. Guy Descary

Councillors

District No. 1
Mr. Guy Dicaire

District No. 2
Mr. W.R. McCullock, B.Com. R.I.A

District No. 3
Mr. Pierre Noël

District No. 4
Mr. Jean-Marc Hétu

District No. 5
Mr. Jean-Marie Bergeron

District No. 6
Mr. Raymond Golden

District No. 7
Mr. William W. Allison

District No. 8
Rev. Thomas Miles

Heads of departments

General Administration

Me Robert Bourgeois, B.A., LL.L.,
General Manager

Mr. Paul Goulet,
Assistant General Manager,
Administrative Services

Mr. Paul Rémillard,
Assistant General Manager,
Operations

Administrative Services
Office of Municipal Clerk
Mr. Alain Cardinal, LL.B., LL.M.,
City Clerk

Department of Supply
Mr. André C. Gosselin,
M.Admin. Sc.,
Director

Department of the Treasury
Mr. Marcel Paquin,
Treasurer

Department of Data Processing
Mr. Denis Samson,
Director

Operations
Department of Engineering
Mr. Paul Roy, Eng.,
Director

Department of Planning
Mr. Maurice Sauvé,
Director

Department of Public Works
Mr. Jean-Claude Germain,
Director

Fire Department
Mr. Rolland Pelland,
Director

Department of Recreation
Mr. Serge Poulin,
Director

MESSAGE FROM THE GENERAL MANAGER

Since the new municipal management structure came into effect in the course of 1983, it appeared logical to explain its functioning in this publication, the current issue of the City's Annual Report.

During the past years, the municipal administration had been studying various ways of improving its operations. Thus, in early summer of 1982, the Municipal Council approved a series of recommendations leading to a new management structure which redefined departmental jurisdictions and responsibilities on a more logical and efficient basis.

To begin with, the Office of the General Manager was given the clear mandate of managing the City's affairs, thereby moving from its former support function to one of direct supervision and control. Under the new structure, the General Manager is assisted in his duties by two Assistant General Managers.

The Assistant General Manager, Administration, supervises the following departments: Treasury, the Office of the Municipal Clerk, Supply, as well as a new department, Data Processing. Formerly operating in a support capacity, the new department is now responsible for all data processing programmes and operations, using the City's up-to-date computer equipment.

The availability of qualified computer personnel allowed the City to modify completely its data base and computer programme in order to make it accessible to all departments. Treasury having already benefited from this conversion, it is now being applied to the operations of the Department of Supply. This undertaking in the area of data processing has led to improved cohesiveness between the administrative departments, which in turn will mean more efficient support to the operational departments.

The Assistant General Manager, Operations, is entrusted with the management of the following departments: Engineering, Planning, Public Works, Fire and Recreation. Previously part of the same department, Engineering and Planning have become two separate entities. The water filtration plants now fall under the jurisdiction of the Department of Engineering and remain the most important budget item. New technology is already in use in one of the plants and the department was given the mandate to combine all water filtration activities in one single plant, an objective expected to be reached by the end of 1985.

The new management structure coincided also with the appointment of new personnel at a number of senior positions. The General Manager and most department heads were appointed during the current or previous fiscal year, while the two positions of Assistant General Manager will be filled in 1984. As a result of these appointments, municipal affairs are now managed by a competent team of young and highly skilled professional administrators. As a matter of interest, it should be mentioned that a number of key positions at Public Works were filled by internal promotion.

During the year, there was much talk and debate surrounding major investments carried out by the City on a number of its technical installations, notably the Technical Centre, the water filtration plant and data processing equipment. It seems opportune, therefore, to identify in the next pages the people in charge of these departments and describe their duties. By doing so, we hope to make these services more readily accessible to all taxpayers, thus contributing to a better understanding between you and your municipal civil servants.

The General Manager

Robert Bourgeois

MUNICIPAL DEPARTMENTS

Office of the General Manager

Under the authority of the Municipal Council, the General Manager is responsible for implementing policies and enacting decisions put forth by the Council. As well, the General Manager supervises the activities of all municipal departments and acts as President of the Administrative Council.

In his duties, the General Manager is assisted by two Assistant General Managers, one for Operations and the other for Administration.

Moreover, the General Manager acts as the Executive Officer of the City and performs all the duties of a Municipal Manager, as described in Article 113 of the Quebec Municipal Law. He oversees the perception of taxes and of other municipal revenues. He also ensures that the proper channels of communication, coordination and collaboration are maintained between the Mayor, the Council and the administrative staff, and takes necessary action to keep the Council constantly informed of all activities at the administrative level. As well, the General Manager assists the Mayor in preparing the agenda of the meetings of the Municipal Council. On behalf of the Administration, he submits to Council various recommendations and suggests the adoption of whatever measures are deemed necessary for the efficient running of the municipal administration.

Finally, the General Manager will continue to assume responsibility for labour relations with the City's unionized personnel, particularly the negotiation and management of collective agreements between the City and its blue- and white-collar workers.

Assistant General Manager, Operations

Under the authority of the General Manager, the Assistant General Manager, Operations, is responsible for directing, coordinating and controlling the activities of the City's five operational departments: Engineering, Planning, Public Works, Fire and Recreation.

In constant liaison with his superior, he recommends such policies and methods of work to enable the five departments under his jurisdiction to function smoothly and deliver services of excellent quality. As well, he is responsible for the good running order of all municipal equipments. Finally, the Assistant General Manager, Operations, sees to the organizational development of the above mentioned departments and their staff, in keeping with budgetary guidelines.

Department of Engineering

One of the foremost responsibilities of the Department of Engineering involves the operation and management of the municipal water filtration plants, keeping them in good running order to ensure the proper quantity and quality of water throughout the distribution system.

The Department of Engineering is responsible also for all administrative duties relating to the City's general tenders and the as-built plans of all municipal buildings.

As well as drawing up plans and tenders, the Department oversees the execution, at all levels, of construction or major repair work dealing with the public thoroughfare and its equipment: streets, sidewalks, aqueduct, sewers, hydrants, lighting, traffic lights and signs, parking and fire alarms.

Other important duties include all work involving the purchase of major equipment, vehicles and other products intended for widespread public use, i.e. drawing up of tenders, overseeing delivery dates, administering contracts and controlling quality and quantities.

Also, the Department analyzes, evaluates and recommends payment of monies on matters within its own jurisdiction.

In addition, the Department must negotiate, define mandates, direct, coordinate and control all engineering projects undertaken on behalf of the City by specialized consultants, including the analysis and recommendation for payment of professional fees.

Lastly, the Department of Engineering maintains close rapport with each public utility department and provides them with technical advice when required.

Department of Planning

Town planning and the preservation and enhancement of the quality of the urban milieu are the Department of Planning's basic responsibilities. Specifically, the Department recommends policies, programmes and orientations pursuant to its mandate. As well, the Department recommends and carries out regulations dealing with zoning, land development, construction, posting, architecture and nuisances, while ensuring that these rulings are in keeping with the objectives of City Council.

The Department also oversees the issue, inspection and control of construction and operating permits. It evaluates projects submitted by private developers to determine their suitability to the objectives and guidelines of the City's development. In addition, it is responsible for planning the City's future needs in terms of municipal services, with the view of ensuring the City's harmonious development and enhancing the quality of the urban milieu.

Another of its responsibilities, and a rather important one at that, deals with the residential, commercial and industrial growth of the City. Concretely, the Department formulates policies and measures consistent with the objectives of the Administration and manages various programmes established in order to foster residential construction and renovation, as well as urban renewal.

Rounding off its list of duties, it should be mentioned that the Department keeps in close liaison with the Office of Municipal Housing – providing technical advice when needed – designs parks and public sites, recommends the adoption of regulations regarding traffic and signs and keeps the cadastral survey up to date.

Department of Public Works

The Department of Public Works is responsible for the actual maintenance and repairing of the public thoroughfare and its related equipment, i.e. streets, sidewalks, aqueduct, sewers, hydrants, lighting, traffic lights and so on. The same responsibility applies to all municipal public buildings, with the exception of the Fire Station, and includes parks, grass borders, earth platforms and recreational areas.

As well, the maintenance of municipal vehicles, the construction of civic equipment under City supervision and emergency work to private property are included in the Department's list of duties.

It ensures the good running order of all movables and real estate under its jurisdiction, through a strict repair and/or replacement schedule.

When required, the Department of Public Works awards contracts to private contractors for works to be executed within its area of competence.

Department of Fire

Basically, the Fire Department has a two-fold responsibility. On the one hand, fire-fighting and prevention, and on the other, civic protection and the security of people and property throughout the territory of the municipality.

To accomplish this, the Department formulates and recommends to municipal authorities pertinent policies and regulations and oversees their application. In the area of fire-fighting, prevention remains high on the list of priorities. Various techniques and programmes are set up and constantly upgraded in order to maintain a high level of expertise among personnel involved in both fire-fighting and prevention.

A similar approach is taken regarding civic protection and the security of people and property, including that of municipal property and public areas.

Department of Recreation

Intimately linked to the quality of life of our citizens, the Department of Recreation is in charge of supplying human, material and financial resources required for the organization and holding of recreation activities by citizen groups. Similarly, the Department of Recreation is responsible for organizing and holding a number of popular events, community-oriented recreation activities, as well as recreation and leisure programmes tailored to the needs of the population as a whole. It must also ensure the good running order of all municipal recreation equipment and facilities.

In addition, the Department of Recreation must keep citizens informed of what programmes and services are offered by the City and how to partake of them. The activity calls for direct citizen involvement in the decision making process, as well as in the planning, holding and development stages of leisure and recreation activities in the municipality.

On a final note, the Department conducts various study and research projects in order to better identify the needs of citizens regarding services, programmes and equipment in the fields of community oriented and individual recreation activities.

Assistant General Manager, Administration

The holder of this office, acting under the direct supervision of the General Manager, is in charge of the four administrative departments of the City, namely, Treasury, the Office of the City Clerk, Supply and Data Processing.

This area of municipal activity has been totally revamped during the last years and is now firmly in control of the task of streamlining the operating costs of all municipal departments, a process which began a few years ago.

Department of the Treasury

The responsibilities entrusted to the Department of the Treasury are numerous and varied. Acting as the municipality's tax collector, it prepares taxation rosters and publishes their receipt, updates data relating to taxation and collection rosters, issues tax bills and assessment notices, collects and deposits all monies owed to the City and invests these monies in the short-term market.

The Department's other responsibilities include a number of budgetary and auditing functions, namely, the preparation of periodic auditing reports and the City's annual financial statement, the coordination of the Annual Report and of the triennal budget estimates, on a yearly basis.

As well, the Department establishes strict budgetary controls, by setting up appropriate auditing and checking procedures, recommends their adoption and oversees their implementation. It attends to the book-keeping functions of all municipal financial operations and manages the payment of wages, the group insurance scheme, the pension fund and wage deductions for all municipal employees.

Also, the Department of the Treasury must secure all receipts required for the payment of municipal accounts and oversees the actual payment.

Lastly, the Department ensures the control of municipal inventories and the financing of capital expenses.

Office of the Municipal Clerk

Acting as legal secretary to the Municipal Council and the City's administration, the Municipal Clerk is responsible for preparing the agenda and the minutes of the public meetings of the Council. Similar services are provided for the meetings of the Administrative Council, of the Commission of Administrative and Operational Services and, as well, of the in camera sessions of the Municipal Council.

The administration of the Municipal Court, the recording of births, the custody of archives and records and the disposal of municipal property are some of the Clerk's legal duties.

Other official functions include the custody, updating, auditing and public circulation of taxation assessments, as well as the registration of any related complaint. The authentication of official municipal documents, the registration of municipal bonds, the publication of legal notices, the circulation and accessibility of public documents also fall within the Municipal Clerk's jurisdiction.

In addition, this department attends to the writing of municipal regulations, ensures the follow-up on loan settlements, administers procedures related to the Municipal Act and other laws and ensures the circulation of new legislation and regulations dealing with municipal affairs.

Moreover, the Municipal Clerk is entrusted with the updating and auditing of notices regarding property transfers, including related complaints and subdivision requests. This department answers demands made by citizens and municipal employees for specific information. Lastly, the Municipal Clerk acts as Chief Electoral Officer, in the event of municipal elections.

Department of Supply

As one of its main functions, the Department of Supply is entrusted with the responsibility of formulating general purchasing guidelines, recommending their adoption to the competent authorities, while ensuring the strict adherence to these guidelines.

Simply put, the Department is responsible for all purchases made by the municipality. In this respect, it draws up appropriate methods, techniques and buying procedures, in accordance with the needs of the municipality. After approval by the proper authorities, these are set in motion through guiding principles taking into account such criteria as price, quality, delivery and restrictions imposed by the Provincial Municipal Act.

As well, the Department performs a number of other important duties: the custody and updating of the City's permanent inventory, including stored and fixed goods. It must also devise suitable methods for efficient storage, stock-taking and delivery to client departments and maintain adequate inventory of goods, while ensuring the proper replenishing of supplies, as well as the auditing of fixed and moveable goods.

Lastly, the Department of Supply oversees the overall delivery of goods by suppliers, including recommending payment.

Department of Data Processing

The Department of Data Processing handles all duties relating to management information systems throughout the Municipal Administration. While each user department is responsible for its own data, the actual programs and their use are controlled by Data Processing.

Still in its development stages, the Department will be called in the near future to develop a general plan leading to the creation of more efficient information systems, in accordance with the priorities established by the Management Information Committee.

Thus, any request which appears to contradict the guiding principles of the plan will have to receive the Committee's direct approval.

ACIER NORBEC STEEL INC.
A.E.S. DATA LTÉE
A. & J. SERVICE NETTOYAGE À SEC
ALLIS CHALMERS CANADA INC.
ANDXTER TURMAC LTÉE
ARTISTICA INC.
BARSCHEL & COMPANY LTD.
BELL CANADA
BLUE WATER SEA FOODS LTD.
BOULANGER YACHT INC.
BUANDERIE LACHENE & NETTOYEURS LTÉE
BURLINGTON CANADA INC. (PRODUCTIONS PARAMOUNT INC.)
CÂBLES P.T.I. CABLES INC.
CAFÉ & THÉ MARTICAN 1980 LTÉE
CANADA CUP DIVISION DART PROD. NATIONAL LTÉE
CANADA PLASTIC CONTAINERS LTD.
CANADIAN CARDWELL CO.
CANEVAS WRIGHT LTÉE
CANRON LIMITÉE
CENTRE MESSAGERIES DU C.N.
CHAS. A. VINCENT & FILS ENRG.
CIE FEDERATED GENCO LIMITÉE
C.I.L. INC.
C.I.P. DAXION INC.
COCA-COLA LIMITÉE
COMET PRINTING INC.
COMPAGNIE GÉNÉRALE ÉLECTRIQUE DU CANADA
CONTRÔLE BROSCO LIMITÉE
CORBEC CORPORATION
CORP. PHARMACEUTIQUE PROFESSIONNELLE
COUR TRIAGE C.N.R.
C.P. RAIL SERVICES INTERMODAUX
D.B.M. INDUSTRIES LTD.
DEFENDER METAL FABRICATIONS LTD.
DÉMÉNAGEMENT HILL SÉCURITÉ INC.
DOMINION BRIDGE SULZER INC.
DOMTAR INC.
DRUMMOND McCALL INC.
DUNN CARBON & RIBBON (1980) LTD.
DURO DYNE CANADA INC.
DYNACAST GRIES DIV. DE J.P. COATS CANADA INC.
E.W. PLAYFORD CO. LTD.
EMCO LTÉE
EMPIRE ELECTRO PLATING LTD.
ÉQUIPEMENT SPORTIF TED FLETCHER INC.
EXPO 4 INC.
F.E. WOODWARD & FILS LIMITÉE
FABRICATION PRÉCISION INC.
FABRICATION TECH. DE PLASTIQUE ENRG.
FARO JEWELLERY ENTERPRISES LTD.
FIBERGLASS CANADA LTÉE
FOOD PRO NATIONAL INC.
FORMULES (LES) COMMERCIALES MULTIPLES CANADA INC.
FOURNISSEUR DE CANTINE MOBILE EN GROS DE MONTRÉAL LIMITÉE
FRAPA PLASTIC INC.
FRIGO QUÉBEC DIV. DE TRANS-CANADA FREEZER LTD.
GENAD INC.
GENESCO DU CANADA CIE LTÉE
GODFREY HOWDEN INC.
GOLDTEX TEXTILES LIMITED
GROUPE CONTINENTAL CANADA LTÉE
HARRINGTON DIVISION INGERSOLL-RAND CANADA INC.
HOUSTON PRESS COMPANY LIMITED
IMPRIMERIE AUBRY ENRG.
IMPRIMERIE BROWN PRESS LIMITÉE
IMPRIMERIE DOMINION LACHINE INC.
IMPRIMERIE GRAPHIQUE COULEUR LTÉE
IMPRIMERIE GRANT INC.
IMPRIMERIE PERRY LTÉE
IMPRIMERIE WESTMORE PRINTING DIV. POWELL & O'CONNOR LTÉE
INDUSPAC INC.
INTERNATIONAL SEAL EQUIPMENT LTD.
JENKINS CANADA INC.
JOSLYN (LES) INDUSTRIES CANADA LTD.
KEUFFEL & ESSER DU CANADA LTÉE
KNUCHEL PRECISION MACHINE OVERHAUL ENRG.
KRAFT LIMITÉE
KUBKOR INC.
L. SIMARD TRANSPORT LTÉE
LA CIE BAKERS PRIDE LTÉE
LA CIE ROBERT BURY CANADA LTÉE
LA COMPAGNIE MOTORWAYS QUÉBEC LIMITÉE
LAPERRIÈRE & VERRAULT INC.
LA PETITE MONTAGNE ENRG.
LE DOCTEUR BAIGNOIRE LIMITÉE
LEEDYE INC.
LE PETIT SUISSE ENRG.
LES ALIMENTS CLOUSTON CANADA LTÉE
LES ALIMENTS HUMPTY DUMPTY LIMITÉE
LES ALIMENTS INTERBAKE LTÉE
LES ATELIERS D'INGÉNIERIE DOMINION LTÉE
LES BUANDIERS & NETTOYEURS CROWN INC.
LES ENTREPRISES JET INC.
LES ENTREPRISES RAY PROC INC.
LES ENTREPRISES RICHARD MARSAN LIMITÉE
LES ENTREPRISES TUBE-CAMA LTÉE
LES INDUSTRIES DOMCO LTÉE
LES INDUSTRIES SPORT JAMES RUSSELL LIMITÉE
LES INDUSTRIES STEPA ALUMINUM LTÉE
LES NETTOYEURS MacKAY-SMITH LTÉE
LES PRODUITS CHIMIQUES CARTIER LTÉE
LES PRODUITS CHIMIQUES MIA INC.
LES REMORQUES O. BÉDARD ENRG.
LES VINS BRIGHT LIMITÉE
LIGHTOLIER CANADA LIMITÉE
LUMACELL INC.
MANUFACTURE D'ÉQUIPEMENT HARDT INC.
MATÉRIAUX (LES) DE CONSTRUCTION CROWN ZELLERBACH LTÉE
METRO TOOL & DIE CO. LIMITED
MILTHOM
MISS BROWN SERVICES DE NETTOYAGE INC.
MONSIEUR L'IMPRIMEUR
MUSSENS ÉQUIPEMENT LTÉE
NETTOYEURS GISÈLE INC.
NORTHERN TELECOM CANADA LTÉE
PAIN BALTIC BREAD INC.
PALASON BILLIARD INC.
PANNEAUX NORTEX LTÉE
PAPETERIE ET IMPRIMERIE ÉLITE INC.
PLANT NATIONAL (QUÉBEC) INC.
PNEUS LACHINE INC.
PYLON COMPAGNIE DE DÉVELOPPEMENT ÉLECTRONIQUE LTÉE
QUED ATHLETICS PRODUCTS (SEAWAY PLASTICS LTD.)
QUIGLEY CANADA INC.
RAYMOND E.P. LTÉE
RECKITT & COLEMAN CANADA INC.
RECORD MARPLES INC.
ROLL-IT INC.
ROLLS-ROYCE (CANADA) LTÉE
S.C.A.C. TRANSPORT CANADA INC.
SCIE ACME LIMITÉE
SÉRIGRAPHIE CHAMPION INC.
SERVICE DES ARBRES D'ORNEMENT CANADIEN LTÉE
SMITH & NEPHEW INC.
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES PNEUS MICHELIN LTÉE
SOLTRAC INC.
STELCO INC.
SUNDS DEFIBRATOR LIMITÉE
SYNCHRODRIVE LTÉE
TEXTILES F.D.L. INC.
THE KENT STEEL PRODUCTS LTÉE
TREE SPORTS CANADA LTÉE
TROPHÉES (LES) VICTORIA INC.
UNION CARBIDE CANADA LTÉE
VAN WATERS & ROGERS LTÉE
VARTA BATTERIES LTD.
V.I.L. VERMICULITE INC.
VITRERIE CHATELLE & SIMARD INC.
WEE BONBONS LTÉE
WESTERN REFRIGERATION LTD.
WESTINGHOUSE CANADA INC.
WILLSON ZONE INC.
ZIMMCOR COMPANY
92753 CANADA LIMITÉE

VILLE DE LACHINE
AUDITORS' REPORT

To the Mayor and Members of the Council
Ville de Lachine

We have examined the balance sheets of the Revenue, Loan By-Laws in Progress and Working Capital Funds and the statements of long-term assets and long-term debt of Ville de Lachine as at December 31, 1983 and the statements of capital of the reserved fund for park and playgrounds, of appropriated surplus, unappropriated surplus, variation in expenditure of loan by-laws in progress, variation in amounts allocated to loan by-laws in progress, variation in balances available on loan by-laws in progress, the variation in available capital of the Working Capital Fund and revenue and expenditure of the said funds for the year then ended. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, these financial statements present fairly the financial position of Ville de Lachine as at December 31, 1983 and the results of its operations for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles and municipal accounting practices in the Province of Québec applied on a basis consistent with that of the preceding year.

This report does not take into consideration the budget figures included in the statement of revenue and expenditure since we cannot express an opinion on data that is based on estimates and assumptions.

Guy Martin, C.A.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Chartered Accountants

Montréal
March 28, 1984

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
Balance sheet on December 31, 1983

Assets	1983	1982	Liabilities	1983	1982
Cash	366 107 $	361 575 $	Temporary loan	— $	200 000 $
			Accounts payable and accrued charges:		
Bank – Coupons and bonds accounts	357 318	239 144	Suppliers	1 305 980	897 126
Less: Outstanding coupons and bonds	357 318	239 144	Salaries and social benefits	540 117	464 301
				1 846 097	1 361 427
			Taxes to be remitted:		
			School Boards (note 3)	3 866 755	1 381 282
			Montreal Urban Community	262 288	351 071
Term deposits	2 037 239	1 513 521		4 129 043	1 732 353
			Deposits to be reimbursed	285 857	285 949
Taxes receivable	2 194 052	5 250 380			
			Subsidy to be reimbursed	180 047	167 764
Accounts receivable	3 169 370	677 282	Provisions:		
			For loss of contested taxes	3 109 634	2 500 000
			For settlement of disputed debt	327 002	469 638
Advances:			For foreign exchange on reimbursements of long-term debts	26 296	34 104
To Loan by-laws in-progress Fund	5 155 350	1 896 057	For the payment of sick-day benefits	3 256 122	2 970 602
				6 719 954	5 974 344
Inventory of supplies and materials at the lower of cost and replacement cost	900 464	958 927	Capital of the reserved fund for parks and playgrounds	90 027	140 703
Local apportionments receivable for which collection is deferred (note 2)	1 600 055	—	Appropriated surpluses	1 100 000	652 612
			Unappropriated surplus	1 072 512	142 590
	15 422 637 $	10 657 742 $		15 422 637 $	10 657 742 $

VILLE DE LACHINE
WORKING CAPITAL FUND
Balance sheet on December 31, 1983

Assets	1983	1982	Liabilities	1983	1982
Cash	12 855 $	24 372 $	Capital:		
Term deposits	350 000	250 000	Reserved capital	437 145 $	525 628 $
Capital expenditures, financed on a long-term basis	437 145	525 628	Available capital	362 855	274 372
	800 000 $	800 000 $		800 000 $	800 000 $

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
On December 31, 1983

Statement of appropriated surpluses	1983	1982
For contribution to the Improvement Program of Rémy Ward		
Balance at beginning of year	52 612 $	98 511 $
Transfer to unappropriated surplus	52 612	45 899
Balance at end of year	—	52 612
For improvements of the grounds of the Club des Pêcheurs Sportifs du Lac St-Louis		
Balance at beginning of year		8 460
Transfer to unappropriated surplus		8 460
Balance at end of year	—	—
For budget Balancing		
Balance at beginning of year	600 000	700 000
Transfer to unappropriated surplus	600 000	700 000
Balance at end of year	—	—
Transfer from unappropriated surplus	1 100 000	600 000
Balance at end of year	1 100 000	600 000
	1 100 000 $	652 612 $

Statement of unappropriated surplus	1983	1982
Balance at beginning of year	142 590 $	1 172 693 $
Excess of revenue over expenditures for the year	246 655 $	644 369
Transfer from appropriated surplus	652 612	754 359
Adjustment following an agreement with a taxpayer for the collection of taxes and interests	1 594 855	
Decrease of the provision for settlement of disputed debt	142 794	
	2 636 916	1 398 728
	2 779 506	2 571 421
Transfer to appropriated surplus for budget balancing	1 100 000	600 000
Transfer to current revenue:		
for budget balancing	600 000	1 000 000
for contribution to the improvement of Rémy Ward		45 899
for fixed assets acquisition	6 994	271 132
Home improvement bonuses		511 800
	1 706 994	2 428 831
Balance at end of year	1 072 512 $	142 590 $

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
On December 31, 1983

Capital of the reserved fund for parks and playgrounds	1983	1982
Balance January 1, 1983	140 703 $	263 536 $
Contributions received		80 525
Quebec Government Grants	17 778	
	158 481	344 061
Utilisation for acquisition and development of parks and playgrounds		203 358
Lighting of parks	68 454	
Balance as at December 31, 1983	90 027 $	140 703 $

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
Statement of revenue for year 1983

Revenue	Budget Revised	Real
Taxes		
General and special real estate tax	21 945 917 $	21 952 611 $
Local apportionments	1 036 000	1 038 577
Water tax	1 815 000	1 750 267
Business tax	6 939 438	6 950 042
	31 736 355	31 691 497
Compensation in lieu of Taxes		
Federal Government	20 859	20 859
Federal Government agencies	21 750	21 750
Quebec Government	125 000	109 935
Quebec Government agencies	642 760	729 937
Social Affairs Institutions	516 977	503 790
Private Enterprises and individuals	532 168	597 221
Elementary and High Schools	523 398	520 399
	2 382 912	2 503 891
Services provided to other municipalities		
Water service	700 000	587 109
Other services provided		
Recreation and cultural services:		
Arena and skating rinks	76 600	78 233
Swimming pools	21 450	24 190
Library, community centres and others	72 000	87 789
Services provided to certain taxpayers:		
Linking up of water and sewer systems	15 000	25 970
Others	160 535	368 975
	345 585	585 157
Other Revenue from Local Sources		
Licences and permits	11 500	23 303
Property transfer tax	150 000	145 772
Amusement tax	8 000	8 414
Fines – Municipal Court	220 000	193 400
Income from investments	657 000	720 633
Interest on tax arrears	350 000	272 367
Others	89 500	137 851
Transfer from surplus:		
For budget balancing of year 1983	600 000	600 000
For fixed assets acquisition		6 994
	2 086 000	2 108 734
Revenue – Conditional Transfers		
Federal Government subsidies		17 235
Quebec Government subsidies:		
Sports and recreation	19 900	28 141
Library	75 000	118 223
Other Subsidies	24 750	
Subsidized programs Quebec Government:		
Improvement of "La Grande Jetée"		704 900
Others		2 205
	119 650	870 704
Total revenue	37 370 502 $	38 347 092 $

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
Statement of expenditures for year 1983

Expenditures	Budget Revised	Real
General Administration		
Legislation	131 100 $	131 011 $
Law enforcement	123 220	137 112
Financial management	1 321 880	1 392 935
Office of municipal clerk	183 400	162 771
Employer's contributions	2 605 500	2 846 933
Other expenditures	964 600	1 089 840
	5 329 700	5 760 602
Public Security		
Fire protection	2 217 801	2 136 695
Civil protection	2 000	3 200
Other expenditures	8 400	8 769
	2 228 201	2 148 664
Roads and Transportation		
Administration	425 900	405 505
Municipal roads	681 000	626 961
Snow removal	1 688 000	1 266 163
Street lighting	330 400	326 864
Traffic	211 300	151 948
Parking	24 500	30 137
	3 361 100	2 807 378
Environmental Health		
Water and sewer services:		
Administration	206 000	195 871
Water purification and treatment	1 324 500	1 189 473
Water distribution networks	345 800	390 330
Sewer systems	243 200	190 377
Garbage removal and disposal	690 400	668 852
	2 809 900	2 634 903
Health and Welfare	17 000	19 461
Town planning and Land development		
Town planning and zoning	498 500	519 660
Restoration – Loginove	69 200	51 131
	567 700	570 791
Recreation and Cultural Services		
Administration	360 500	359 016
Community centres	76 850	71 455
Arena and skating rinks	407 200	469 885
Swimming pools	168 200	158 896
Parks and playgrounds	641 600	478 495
Library	351 800	334 562
Miscellaneous activities	304 050	315 863
Community centres	75 300	80 261
Others	251 500	233 611
	2 637 000	2 502 044

VILLE DE LACHINE
REVENUE FUND
Statement of expenditures for year 1983

Expenditures	Budget Revised	Real
Other activities		
Buildings	1 136 950	1 078 896
Repair shops	681 800	660 032
Capital expenditures:		
from revenue	975 000	1 134 167
from unappropriated surplus		6 994
	2 793 750	2 880 089
Other expenditures		
Debt charges	7 343 151	7 322 455
Reserve fund expenditures	697 000	584 275
Share of the Municipal Community expenditures	9 586 000	9 322 267
Contribution to the loan by-laws in progress fund		92 408
Improvement of "La Grande Jetée"		704 900
Provision for loss of contested taxes		750 000
	17 626 151	18 776 305
Total expenditures	37 370 502	38 100 437
Excess of revenue over expenditures		246 655
	37 370 502 $	38 347 092 $

VILLE DE LACHINE
LOAN BY-LAWS IN-PROGRESS FUND
Balance sheet on December 31, 1983

Assets	1983	1982
Cash	7 358 $	7 358 $
Subsidies receivable	164 385	68 504
Loan by-laws in-progress	6 987 385	3 781 840
Refinancing in-progress (note 4)	1 406 000	41 700
	8 565 128 $	3 899 402 $

Liabilities	1983	1982
Creditors:		
Suppliers	592 333 $	669 897 $
Holdbacks on contracts	272 968	176 400
	865 301	846 297
Expropriation payable	54 190	54 190
Due to Revenue Fund	5 155 350	1 896 057
Financing of loans by-laws in-progress through governmental subsidies	1 681 080	71 692
Balances available on loan by-Laws	809 207	1 031 166
	8 565 128 $	3 899 402 $

VILLE DE LACHINE
STATEMENT OF LONG-TERM ASSETS
On December 31, 1983

Assets	1983	1982
Fixed assets:		
Engineering works	58 816 517 $	56 009 623 $
Buildings	15 682 783	14 623 438
Land	35 816	35 816
Machinery and rolling stock	7 502 538	7 213 787
Furniture and fixtures	1 097 690	1 035 362
	83 135 344	78 918 026
Loan to the Lachine Municipal Housing Bureau (reimbursable in 50 years, without interest)	297 217	297 217
	83 432 561 $	79 215 243 $

Method of financing	1983	1982
Assets acquired before January 1st, 1975	43 341 067 $	43 375 728 $
Assets acquired since January 1st, 1975 and financed through:		
Bonds	27 800 885	26 157 321
Subsidies	2 915 502	2 121 132
Revenue Fund	7 490 509	6 096 195
Working Capital Fund	1 220 255	1 125 524
Balances available on loan by-laws	664 343	339 343
	83 432 561 $	79 215 243 $

VILLE DE LACHINE
STATEMENT OF LONG-TERM DEBT
On December 31, 1983

Method of repayment	1983	1982
Revenue to be provided for to repay long-term debts incurred for:		
The municipality as a whole	36 250 898 $	37 667 418 $
Part of the municipality	4 191 294	4 621 150
	40 442 192 $	42 288 568 $

Liabilities	1983	1982
Bonds payable: (note 7)		
Quebec Government:		
Quebec Municipal Commission	65 592 $	85 268 $
Montreal Urban Community	2 391 300	2 592 100
Ville de Montréal	2 786 900	3 048 700
Other bonds issued:		
Payable in Canadian currency	34 847 000	36 107 000
Payable in foreign currency	351 400	455 500
	40 442 192 $	42 288 568 $

VILLE DE LACHINE
OTHER EXPENDITURES
For year 1983

Share of Montreal Urban Community expenditures	Revised budget	Real
Administration, services, Security Council and police: Current costs	$	6 426 232 $
Distribution of the Metro debt service		2 896 035
	9 586 000 $	9 322 267 $

VILLE DE LACHINE
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
On December 31, 1983

1. Summary of Accounting Policies

Presentation of Financial Statements:

La Ville de Lachine operations are accounted for in accordance with fund accounting practices and procedures as set out in the "Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec".

Accounts payable and accrued charges:

Expenditures are accounted for as La Ville de Lachine becomes committed toward third parties. Such commitments are included in accounts payable and accrued charges in the balance sheet of the Revenue Fund.

Revenue and Expenditures:

Revenue and expenditures are recorded on the accrual basis except for interest on tax in arrears and on long-term debt which is accounted for on the cash basis. Reimbursements of bonds are accounted for as expenditures.

Provision for the payment of sick day benefits:

Each year, La Ville de Lachine accounts for a provision for sick day benefits payable on the departure of the employees.

Reserve Fund:

In accordance with article 549 of the Charter, the budget allows for an appropriation of 5% of the revenue in order to provide for tax losses and unforeseen expenditures presented as reserve fund expenditures.

Fixed Assets:

Costs related to capital expenditure projects authorized by loan by-laws are recorded in the loan By-Laws in Progress Fund and are accounted for in the statement of long-term assets when work is completed.

Acquisitions of fixed assets financed by the Revenue and Working Capital Funds are capitalized in the statement of long-term assets.

No depreciation has been recorded to reflect the wear or obsolescence of fixed assets.

2. Local apportionments receivable for which collection is deferred

An agreement was signed with a taxpayer by which most of the contested taxes due by the said taxpayer were recovered. This agreement was sanctioned by the National Quebec Assembly. However, under the terms of the agreement a portion of the local apportionments levied under various by-laws will not be realized until the assets are utilized. Another portion will be levied upon general taxpayers from the industrial sector under a by-law adopted to that effect.

3. Taxes payable - School Commissions

This amount comprises school taxes and interest owing to the Montreal Catholic School Commission in an amount of 2 120 219 $ following a Superior Court decision but does not include additional interest charges of 815 000 $ which the above mentioned decision ordered the City to pay. The City has appealed this decision with respect to the additional interest and in the City's legal advisors' opinion, it will not be obligated to pay this amount due to the fact that in another case with the Montreal Catholic School Commission, the Court of Appeal ruled in favour of the City regarding additional interest charges claimed by the Montreal Catholic School Commission. For this reason, no provision has been recorded in the accounts.

4. Amounts pending refinancing

The balance of the December 1963 issue of long-term debt amounting to 1 406 000 $ matured in 1983 and was refinanced with the issue of long-term debt on January 16, 1984. This amount has not been included in the Revenue to be provided for to repay long-term debt in the statement of long-term debt.

5. Commitments

a) The City is committed to make annual payments of 206 400 $ to the pension fund until December 31, 1994 in order to eliminate the actuarial deficit established to be 1 834 000 $ as at January 1, 1983.

b) The City is jointly and severally responsible with the other municipalities of the Communauté Urbaine de Montréal for the bonded debts of the said community with respect to the extention of the metro, work relating to the treatment of sewage, and the acquisition and layout of regional parks. The share of bonds outstanding as at December 31, 1983 attribuable to La Ville de Lachine is estimated to 8 982 243 $ based upon potential fiscal capacity. The debt charges are apportioned annually among the municipalities based upon potential fiscal capacity.

6. Contingencies

a) These financial statements do not reflect a contractor's claim relating to the construction of the Lachine Canal Causeway on 6th Avenue amounting to 94 000 $.

b) An industrial firm has taken legal action against the City in order to obtain reimbursement of certain taxes which the firm alleges to have overpaid during the years 1975 to 1979 inclusively amounting to 611 000 $. On February 22, 1984 the Superior Court of Canada rendered a decision whereby it ordered the City to reimburse the firm this amount plus interest of approximately 200 000 $. The City's legal advisors have recommended that this decision be brought before the Court of Appeal. This case was registered at the Court of Appeal during the month of March 1984.

VILLE DE LACHINE
NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
On December 31, 1983

Long-term Debt
7- Bonds payable

Issue Date	Issue Original amount $	Rate	Maturity	1983-01-01 Balance Due $	New Issue $	Refinancing $	Reimbursement $	1983-12-31 Balance Due $	Renewal $	
Bonds – Public Issue										
01-07-63	1 800 000	5 1/2 %	01-07-83	35 000			35 000			
		5 1/2 %	01-07-83	1 371 000		1 371 000				
01-12-63	1 867 000	6 %	01-12-83	37 000			37 000			
		6 %	01-12-83	1 406 000			1 406 000			
01-12-64	1 113 500	5 1/8 %	01-11-84	88 400			42 800	45 600		
	(U.S.A.)	5 1/8 %	01-11-84	171 600				171 600	171 600	(1)
01-11-65	840 000	5 1/2 %	01-11-85	195 500			61 300	134 200		
	(U.S.A.)									
01-12-66	984 000	6 %	01-12-84 to 86	259 000			59 000	200 000		
15-12-67	3 482 000	7 1/2 %	15-12-84 to 87	1 054 000				1 054 000		
15-12-68	1 111 000	7 3/4 %	15-12-85 to 88	270 000				270 000		
31-12-69	1 225 000	9 %	31-12-89	112 000				112 000		
15-11-70	551 000	9 1/4 %	15-11-89-90	105 000				105 000		
15-06-75	3 038 500	9 1/2 %	15-06-84-85	568 000			185 000	383 000		
		9 1/2 %	15-06-85	907 000				907 000	907 000	(2)
17-10-77	3 015 000	9 1/2 %	17-10-84 to 87	1 051 000			183 000	868 000		
		10 %	17-10-88 to 97	1 235 000				1 235 000		
19-06-78	3 825 000	9 1/4 %	19-06-84	593 000			286 000	307 000		
		9 3/4 %	19-06-85	87 000				87 000		
		10 %	19-06-86-88	313 000				313 000		
		10 %	19-06-88	1 860 000				1 860 000	1 860 000	(4)
27-12-79	5 375 000	12 %	27-12-84	443 000			212 000	231 000		
		12 %	27-12-84	2 407 000				2 407 000	2 407 000	(1)
		11 1/2 %	27-12-89	1 990 000				1 990 000	1 990 000	(5)
21-07-80	3 650 000	11 %	21-07-84-85	340 000			105 000	235 000		
		11 1/4 %	21-07-86-87	646 000				646 000		
		11 1/2 %	21-07-88 to 90	928 000				928 000		
		11 1/2 %	21-07-90	1 549 000				1 549 000	1 549 000	(6)
20-12-80	5 050 000	13 3/4 %	29-12-84-85	488 000			147 000	341 000		
		13 1/4 %	29-12-85	2 301 000				2 301 000	2 301 000	(2)
		14 %	29-12-90	2 008 000				2 008 000	2 008 000	(6)
02-03-81	2 609 000	13 1/4 %	02-03-84-85	250 000			79 000	171 000		
		13 1/2 %	02-03-86 to 91	639 000				639 000		
		13 1/2 %	02-03-91	1 645 000				1 645 000	1 645 000	(7)
22-02-82	4 130 000	16 1/2 %	22-02-84-85	405 000			121 000	284 000		
		17 %	22-02-86-87	350 000				350 000		
		17 %	22-07-87	3 375 000				3 375 000	3 375 000	(3)
01-11-82	5 080 000	12 %	01-11-84	335 000			159 000	176 000		
		12 1/2 %	01-11-85	198 000				198 000		
		13 %	01-11-86-87	468 000				468 000		
		13 %	01-11-87	4 079 000				4 079 000	4 079 000	(3)
04-07-83	3 125 000	9 1/2 %	04-07-84		75 000			75 000		
		10 %	04-07-85		83 000			83 000		
		10 1/2 %	04-07-86		89 000			89 000		
		11 %	04-07-87-88		201 000			201 000		
		11 %	04-07-88		2 677 000			2 677 000	2 677 000	(4)
				36 562 500	**3 125 000**	**1 371 000**	**3 118 100**	**35 198 400**	**24 969 600**	

Long-term Debt
7. Bonds payable (cont'd)

Issue Date	Issue Original amount $	Rate	Maturity	1983-01-01 Balance Due $	New Issue $	Refinancing $	Reimbursement $	1983-12-31 Balance Due $
Bonds Issued by Ville de Montréal								
01-01-80	3 500 000	10 1/2 %	01-01-90	**3 048 700**	—	—	**261 800**	**2 786 900**
Bonds Issued by the Quebec Municipal Commission								
01-06-66	271 764	5 3/8 %	01-06-86	79 114			18 253	60 861
01-06-66	21 300	5 1/4 %	01-06-86	6 154			1 423	4 731
				85 268	—	—	**19 676**	**65 592**
Bonds Issued by the Montreal Urban Community in the name of the City								
15-12-72	1 157 693 (U.S.A.)	8 %	15-12-92	782 000			54 000	728 000
15-08-80	2 058 000	12 %	15-08-90	1 810 100			146 800	1 663 300
				2 592 100	—	—	**200 800**	**2 391 300**

	Nominal Value	Converted Value	Renewal of bonds
Bonded debt reimbursable in foreign currencies at the rate of exchange in force at the date of the financial statements			(1) 1984 2 578 600 $ (2) 1985 3 206 000 (3) 1987 7 434 000 (4) 1988 4 537 000 (5) 1989 1 990 000 (6) 1990 3 557 000 (7) 1991 1 645 000
	1 079 400 $	**1 343 205 $**	**24 969 600 $**

VILLE DE LACHINE
FINANCIAL STATISTICS
Year ended December 31, 1983

	1983	1982	1981	1980	1979
Population (approximative)	37 550	37 550	39 800	41 000	40 900
Property valuation					
Taxable	768 863 800 $	699 156 300 $	655 516 050 $	595 753 650 $	538 938 450 $
Non taxable	127 125 783	115 871 653	109 028 655	100 836 610	88 987 606
	895 989 583 $	815 027 953 $	764 544 705 $	696 590 260 $	627 926 056 $
Property tax rate					
General, special & Urban Community	3,15	3,30	3,24	3,19 *	2,39
Direct Debt					
Long-term debt at end of year	40 442 192 $	42 288 568 $	35 906 142 $	37 778 765 $	30 357 285 $
Loan by-laws in-progress fund: Work completed but still unfinanced taking into account the balances available and subsidies	4 497 098	2 679 982	7 150 553	4 108 857	2 120 438
Refinancing in-progress	1 406 000	41 700			
	46 345 290	45 010 250	43 056 695	41 887 622	32 477 723
% of Direct Debt to taxable property valuation	6,03	6,44	6,57	7,03	6,03
Indirect Debt					
Montreal Urban Community	8 982 243	8 256 391	8 403 245	8 722 147	8 555 140
% of Indirect Debt to taxable property valuation	1,17	1.18	1,28	1.46	1,59
Total Debt	55 327 533 $	53 266 641 $	51 459 940 $	50 609 769 $	41 032 863 $
% of Total Debt to taxable property valuation	7,20	7,62	7,85	8,49	7,62
Debt per capita	1,234 $	1 199 $	1 082 $	1 022 $	794 $
Debt per capita (including indirect debt)	1 473 $	1 419 $	1 293 $	1 234 $	1 003 $
Revenue and expenditures related to municipal activities					
Revenue	38 347 092 $	36 650 062 $	34 581 156 $	31 046 783 $	28 009 096 $
Expenditures:					
Debt service charges	7 322 455	6 246 025	5 820 737	4 081 816	3 851 562
Capital expenditures out of Revenue	1 966 131	680 609	687 633	942 523	1 254 774
Other expenditures	28 811 851	29 079 059	26 936 425	24 795 294	21 003 171
	38 100 437	36 005 693	33 444 795	29 819 633	26 109 507
Excess of revenue over expenditures	246 655 $	644 369 $	1 136 361 $	1 227 150 $	1 899 589 $
% of debt service charges to total revenue	19,10 %	17,04 %	16,88 %	13,15 %	13,75 %
Buildings Permits					
Permits issued	296	247	177	208	179
Value	13 513 000 $	7 188 900 $	8 182 931 $	17 487 200 $	11 960 102 $

* The substantial increase in tax rate between 1979 and 1980 is due to the partial assumption by the municipalities of the schoolboard's taxation jurisdiction.